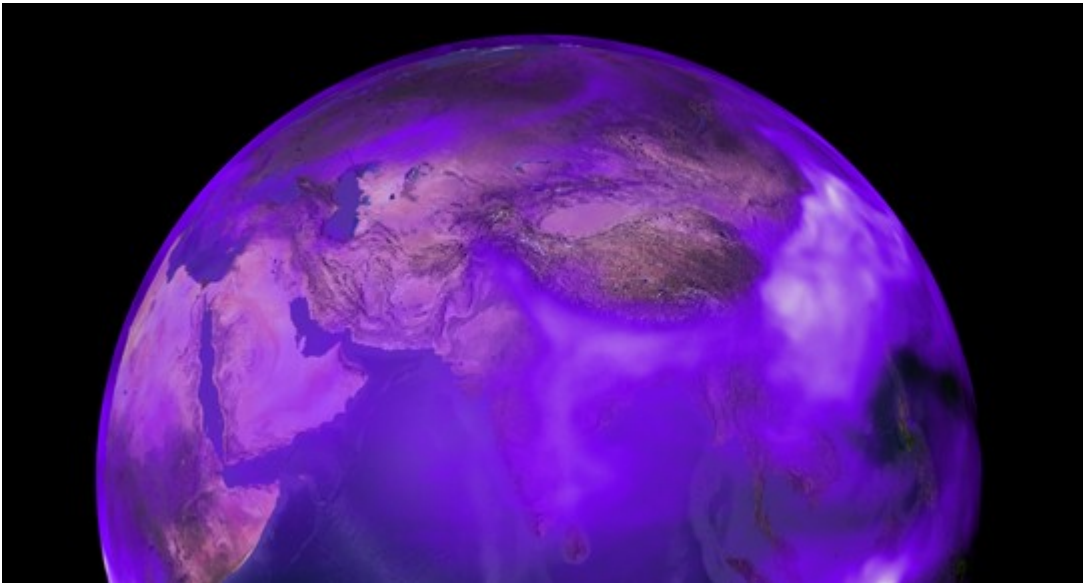


ARTICLES DECEMBRE 2011

ENVIRONNEMENT

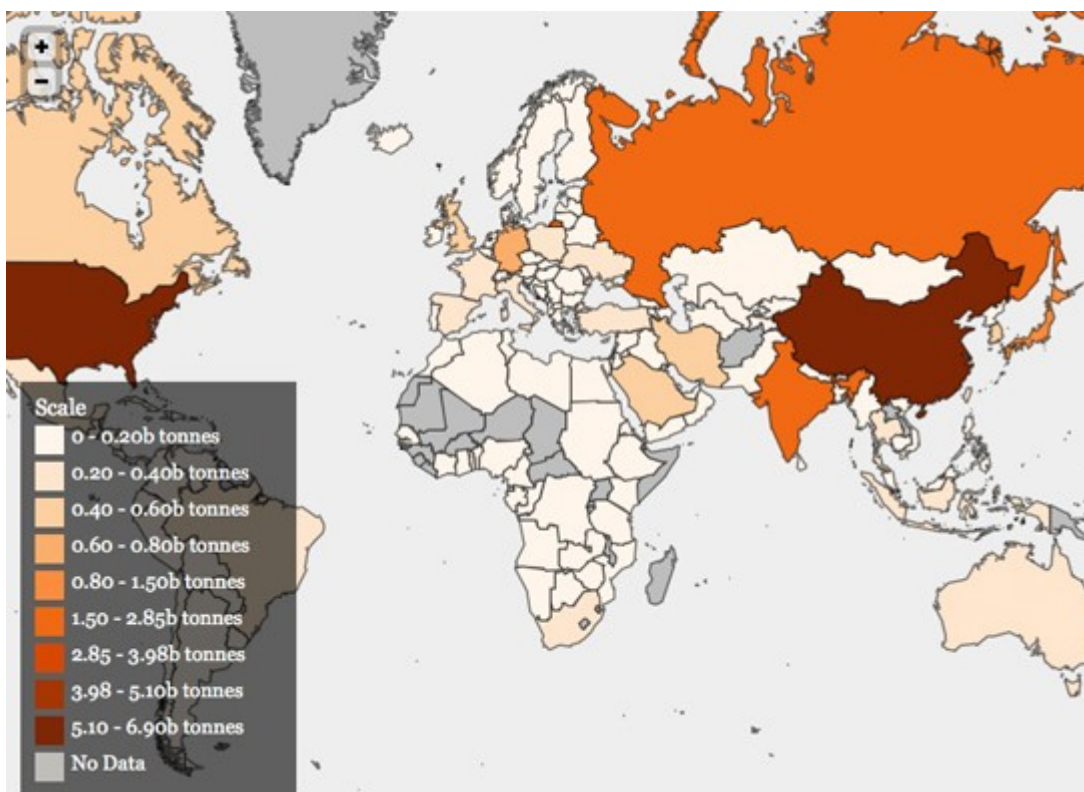
Qui est vraiment responsable du changement climatique ?



Quels sont les pays qui émettent le plus de gaz à effet de serre et donc contribuent aux changements climatiques qui affectent la planète ? La question est récurrente mais se pose avec acuité alors que doit s'achever, vendredi 9 décembre au soir, la conférence de Durban sur le climat, avec l'espoir de voir les 193 Etats réunis en Afrique du Sud [accoucher d'un accord](#) sur une réduction des rejets carbonés. Dans cette recherche de la responsabilité, sous-jacente aux débats et génératrice de tensions entre pays, *Le Guardian* vient de publier un [nouvel outil interactif](#) agrégeant de nombreuses données climatiques.

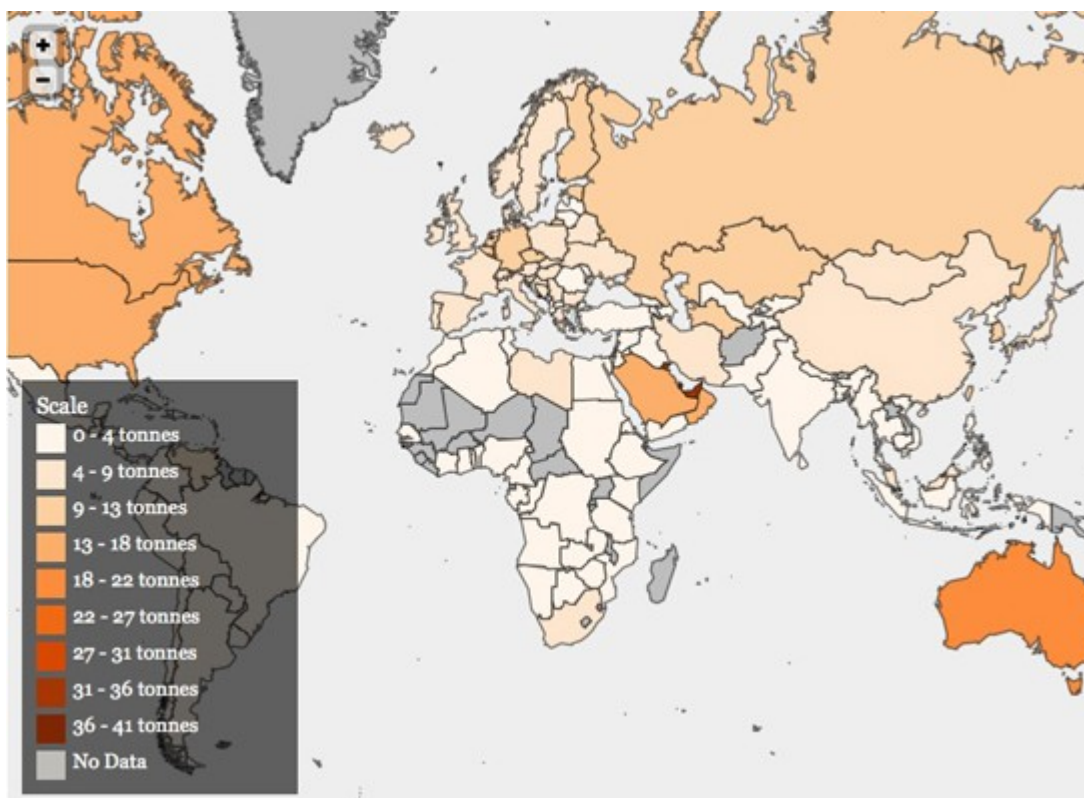
Les chiffres sont connus : ce sont ceux de l'Agence d'information sur l'énergie, organisme américain indépendant qui publie chaque année des [statistiques](#) sur les émissions de gaz à effet de serre. La nouveauté, et l'intérêt, réside plutôt dans la compilation de ces chiffres, et leur présentation selon différents points de vue : les émissions de CO₂ par pays mais aussi par habitant, actuelles et historiques, ou encore en production de gaz à effet de serre et en consommation de biens et services. Un coup d'œil à cette masse de chiffres souligne l'extrême difficulté à établir des responsabilités et réaffirme la nécessité de parvenir à un accord global de réduction des émissions.

- **Les émissions de CO₂ actuelles**



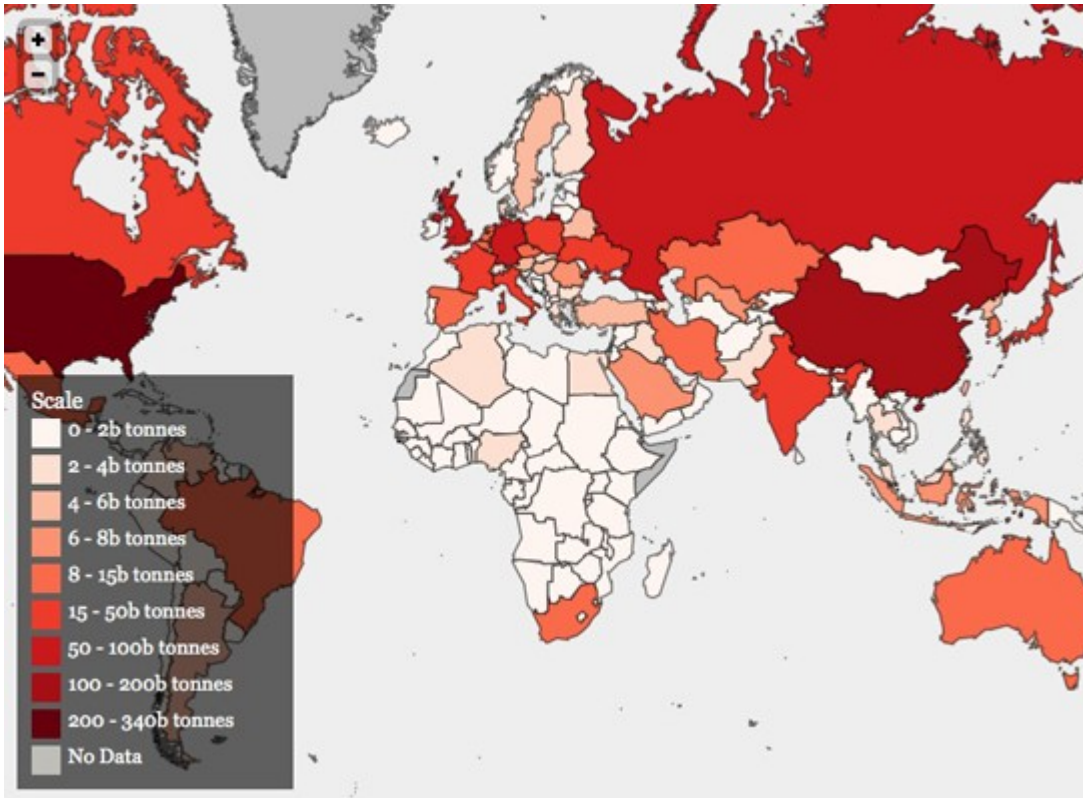
La façon la plus simple et la plus commune de comparer les émissions des pays est d'additionner tous les combustibles fossiles brûlés dans chaque nation, par les centrales, voitures, industries ou bâtiments, et de les convertir en CO₂. De ce point de vue, la Chine est le plus grand émetteur au monde avec 7 milliards de tonnes de CO₂, suivie par les Etats-Unis (5,4 milliards), l'Inde et la Russie. La France se classe 17^e avec 350 millions de tonnes. A noter que d'autres types d'émissions ne sont pas inclus. Si la déforestation, responsable d'un quart des émissions mondiales, avait été prise en compte par exemple, le Brésil et l'Indonésie se hisseraient vers le haut de la liste.

▪ Les émissions de CO₂ actuelles par personne



Si elles ne renseignent pas sur la pollution globale engendrée par un pays, elles sont par contre davantage représentatives quant à la responsabilité des différentes populations par rapport au changement climatique. Ainsi, on voit sur cette carte que les petits pays avec des industries intensives en énergies fossiles, tels que le Qatar et Bahreïn, ont le plus d'émissions. Doha est ainsi le [plus gros pollueur au monde](#), avec 53,4 tonnes de CO₂ par personne, soit trois fois plus qu'un Américain (17,5 t), dix fois plus qu'un Chinois (5,2 t) et 36 fois plus qu'un Indien (1,4 t). Ces pays du Moyen-Orient sont suivis par les grands pays développés comme l'Australie, les Etats-Unis et les nations d'Europe occidentale. L'Inde et la Chine, en comparaison, sont beaucoup moins polluantes.

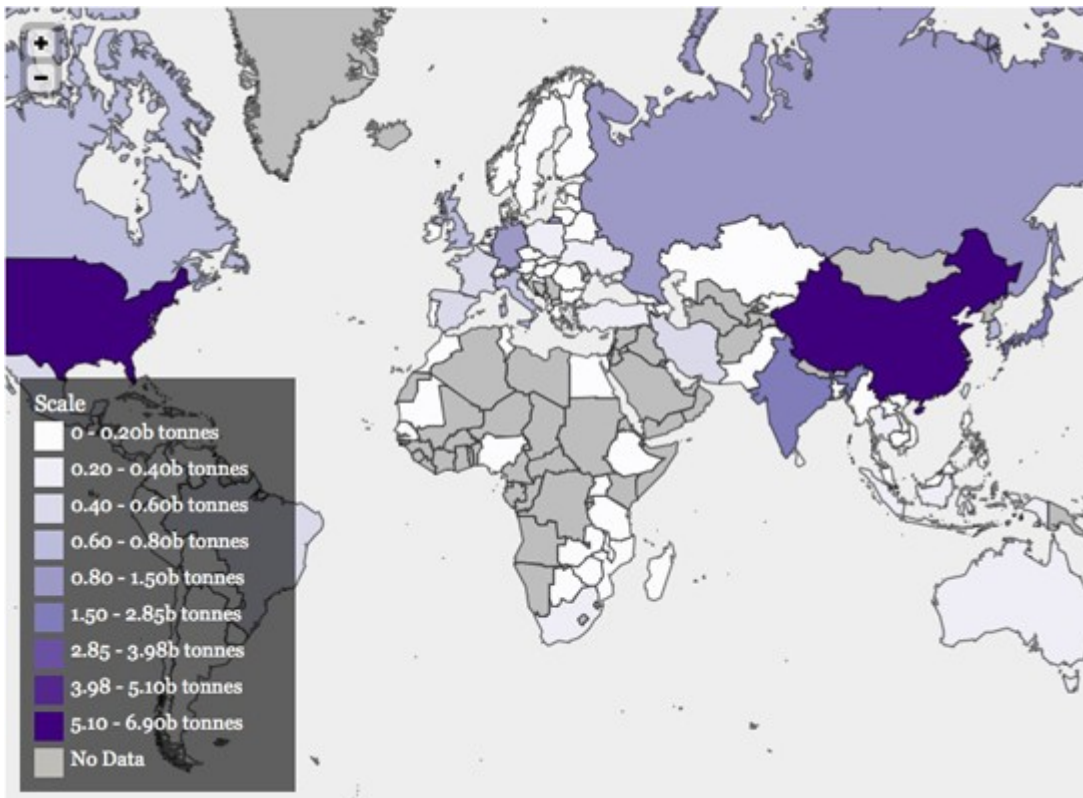
- **Les émissions de CO₂ historiques**



Etant donné que le CO₂ rejeté dans l'atmosphère peut y demeurer des siècles, il est essentiel d'examiner non seulement les émissions actuelles mais aussi celles historiques. D'autant que la délicate question de la responsabilité historique est une source de tensions récurrente au sein des négociations climatiques, les pays émergents estimant qu'ils doivent moins faire d'efforts pour réduire leurs émissions que les pays développés du fait de la responsabilité de ces derniers dans le changement climatique.

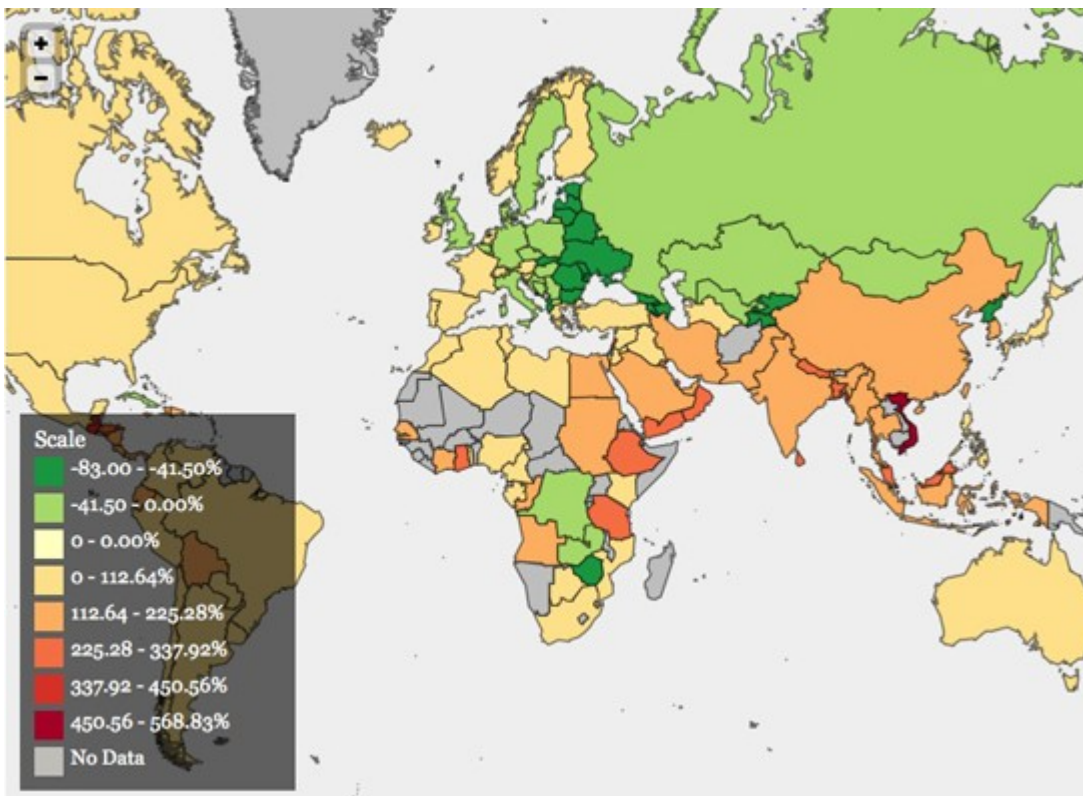
Cette carte montre le cumul d'émissions liées à l'utilisation de carburant entre 1850 et 2007. Les Etats-Unis et les pays de l'Union européenne sont en tête, avec plus de la moitié du total des rejets, suivis par la Chine et la Russie, qui représentent chacune environ 8 % des émissions. Sur la carte des émissions historiques par personne, par contre, le Royaume-Uni passe dans l'équipe des pays les plus polluants, en raison de la révolution industrielle, tandis que la Chine disparaît de l'écran. L'on peut toutefois émettre une réserve : la période choisie s'achève un peu trop tard pour être significative en termes d'émissions historiques puisqu'en 2007, la Chine et l'Inde avaient déjà entamé leur forte croissance économique générant une importante demande en énergie et une pollution en hausse.

- **Les émissions en fonction de la consommation**



Se concentrer sur les seuls pays où les émissions sont produites est insuffisant car cela occulte le fait que les nations importent des biens et services d'autres Etats, qui ont rejeté du CO₂ pour les produire. Sur cette carte, les émissions causées par la production de matières, d'énergie, de biens et services ont été réaffectées aux pays où ces éléments sont finalement consommés. A travers ce prisme, l'empreinte de la France (qui [importe son CO₂ de Russie](#)) augmente d'environ 50 % (elle passe 11^e avec 540 millions de tonnes), tandis que celle de la Chine diminue de près d'un cinquième (5,7 milliards). En ce qui concerne la consommation par pays les plus riches : Singapour, le Luxembourg, la Belgique, les Etats-Unis et le Canada.

▪ **La variation des émissions de CO₂ depuis 1990**



Cette carte montre comment les émissions ont augmenté ou diminué dans chaque pays depuis 1990, année de référence pour le protocole de Kyoto — seul traité international fixant des objectifs contraignants de réduction des émissions, et dont la prolongation est actuellement discutée à Durban. Selon ces données, l'Union européenne dans son ensemble a réduit ses émissions (la France, elle, s'est maintenue), de même que les anciens pays soviétiques, en raison des bouleversements économiques qu'ils ont connus, mais au contraire des Etats-Unis et, surtout, des pays émergents.

Photo : NASA EARTH OBSERVATORY / AFP

/////

ENVIRONNEMENT

Et pendant ce temps, la fonte des glaciers s'accélère

Le Monde | 10.12.11 | 14h17

Tout autour du globe, sous toutes les latitudes, à toutes les altitudes, les glaciers reculent et disparaissent à marche forcée. A une vitesse qui, bien souvent, excède des prévisions encore jugées alarmistes voilà quelques années. Alors que les négociations engagées à Durban (Afrique du Sud) s'enlisaient, les scientifiques réunis au congrès d'automne de l'American Geophysical Union (AGU), qui s'est achevé vendredi 9 décembre à San Francisco (Etats-Unis), prédisent un avenir toujours plus sombre à la cryosphère - c'est-à-dire l'ensemble des glaces de la planète.

La remise à jour de l'inventaire des glaciers alpins français est l'un des derniers signes en date de ce pessimisme. Ces nouvelles observations, rendues publiques au cours du congrès, sont les manifestations les plus spectaculaires, sous nos latitudes, du réchauffement en cours. En moins de quarante ans, les glaces alpines ont perdu plus d'un quart de leur superficie. Celle-ci est passée de 374 km² au début des années 1970 à moins de 275 km² aujourd'hui. En cause : l'augmentation des températures estivales et la fonte associée. Toujours plus importante, celle-ci n'est plus compensée par la recharge de l'hiver.

Le constat le plus inquiétant est celui de l'accélération du phénomène. La perte de glace a ainsi été environ deux fois plus importante entre 1986 et 2003 qu'entre 1970 et 1986. *"De manière générale, on note depuis le début des années 1990 une accélération du phénomène sans précédent depuis au moins un siècle et demi"*, précise le glaciologue Antoine Rabatel (Laboratoire de glaciologie et de géophysique de l'environnement), coauteur avec Marie Gardent (université de Savoie) de ce nouvel état des lieux.

Les disparités sont très marquées. Ainsi les glaciers du massif du Mont-Blanc n'ont perdu que 9,7 % de leur surface au cours des quarante dernières années quand ceux du massif d'Ubaye ont quasiment disparu. De même, à l'est de Grenoble, celui de Belledonne a vu la superficie de ses glaces perdre près de 70 %... Et encore, il ne s'agit là que d'une évaluation de la perte de surface. La perte de volume - pour l'heure impossible à évaluer pour l'ensemble des massifs - est vraisemblablement plus impressionnante encore.

Selon d'autres mesures, présentées par le glaciologue Etienne Berthier, chercheur au Laboratoire d'études en géophysique et océanographie spatiales (Legos) et rendues publiques au cours du congrès de l'AGU, la langue de la mer de Glace - l'un des plus importants glaciers alpins - a ainsi perdu en moyenne 4 m d'épaisseur par an entre 2000 et 2008. Elle n'en avait abandonné que 60 cm par an en moyenne entre 1979 et 1994...

Le cas des Alpes françaises n'est pas isolé. La tendance y est même moins marquée qu'ailleurs. *"Globalement, on peut dire que le paysage est très homogène, explique Etienne Berthier. On perd de la glace partout et c'est un phénomène qui est en forte accélération."* *"Lorsqu'on regarde l'évolution des températures, on réussit toujours à trouver un intervalle de temps sur lequel on peut voir un bref refroidissement, ajoute le chercheur. Avec les glaciers, à l'exception de très rares zones d'anomalie, c'est impossible. Depuis dix à vingt ans, on perd toujours de la glace."*

L'un des exemples les plus frappants est, pour le cas des glaciers d'altitude, celui des Andes tropicales. *"Dans les quatre dernières décennies environ, ces glaciers ont globalement perdu de 30 % à 40 % de leur surface"*, dit M. Rabatel. Dans cette région, les répercussions socio-économiques de ce phénomène sont déjà sensibles : les débits des cours d'eau, pendant la saison sèche, commencent à fléchir. *"Lorsque les glaciers diminuent, les débits commencent d'abord par augmenter, explique Michel Baraer (université McGill, Canada). Puis, lorsque leur taille atteint une valeur-seuil, les débits qu'ils alimentent en aval se mettent à diminuer et sont alors voués à se réduire, année après année."*

Ce seuil, baptisé "peak water", marque le début d'un inexorable déclin des fleuves en aval. *"Les glaciers de la cordillère Blanche (au Pérou) alimentent neuf bassins, précise M. Baraer. Sur ces neuf bassins, sept ont déjà franchi leur peak water."* Les chercheurs estiment que, pendant la saison sèche, les glaciers contribuent aux fleuves pour environ un tiers de leur débit.

Les travaux menés par Michel Baraer et Jeffrey McKenzie dans la zone montrent que les impacts, déjà sensibles, ont toutes les chances de devenir explosifs dans la décennie à venir. Dans cette région du Pérou, les cours d'eau alimentés par les glaciers de la cordillère Blanche sont détournés pour alimenter un vaste complexe d'agriculture irriguée - le projet Chavimochic - installé dans une région gagnée sur le désert. *"Des sommes très importantes ont été investies et sont toujours investies dans ce projet qui arrive pourtant à sa limite, dit M. Baraer. D'autant que des villes à la démographie galopante sont installées là, et leur approvisionnement en eau dépend aussi partiellement des glaciers."*

La tendance est mondiale : ce qui est vrai sous les tropiques l'est aussi dans les zones polaires. *"L'Arctique canadien semblait jusqu'à un passé récent relativement épargné par cette accélération constatée à l'échelle globale, dit M. Berthier. Mais sa perte de masse a désormais aussi tendance à accélérer."* De fait, les dernières mesures, menées par l'équipe d'Alex Gardner (université de l'Alberta, Canada), indiquent que les glaciers de cette région ont perdu en moyenne 31 milliards de tonnes (Gt) de glace par an entre 2004 et 2006. Entre 2007 et 2009, ils en ont perdu 92 Gt par an en moyenne. Soit pas loin du triple de la période précédente...

Astronomiques pour le béotien, ces chiffres ne sont pourtant pas grand-chose au regard de la situation des grandes calottes glaciaires du Groenland et de l'Antarctique. Les satellites jumeaux Grace, qui mesurent les variations du champ de gravitation, permettent de s'en faire une idée. *"Les dernières estimations portent la perte de masse des glaciers du Groenland à environ 300 Gt par an, et à 200 Gt par an pour l'Antarctique, explique ainsi Eric Rignot (université de Californie à Irvine/Jet Propulsion Laboratory). Initialement, l'énormité de ces chiffres a provoqué un choc, mais ils sont désormais de plus en plus acceptés par la communauté scientifique : nous avons désormais neuf ans d'observations avec Grace et on ne peut plus ne pas voir le signal."* Sur le Groenland, à peu près aucun doute ne subsiste sur l'accélération de sa perte de masse. Pour l'Antarctique, des observations moins alarmantes ont été présentées à San Francisco, et alimentent encore le débat scientifique.

Reste que, selon M. Rignot, *"les observations dépassent ce que les modèles prévoient."* *"Si l'accélération actuelle continue, la seule perte de masse de l'ensemble des glaciers mondiaux fera monter le niveau de la mer de 80 cm d'ici à la fin du siècle, ajoute le chercheur. Ce qui, en comptant la dilatation thermique des océans, porterait cette élévation à plus d'un mètre."*

Stéphane Foucart

////

TRAVAIL

Les troubles mentaux augmentent chez les salariés

Le Monde | 17.12.11 |

Sur fond de crise économique, de mondialisation et de nouvelles organisations du travail, la santé mentale des travailleurs se dégrade. Tel est le constat de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) pointé dans une étude publiée le mercredi 14 décembre, *"Mal être au travail ? Mythes et réalités sur la santé mentale au travail"*.

Selon l'organisation, qui regroupe 34 pays parmi les économies les plus avancées, mais aussi quelques émergents comme le Chili, la Turquie ou le Mexique, *"la précarisation croissante des emplois et l'augmentation actuelle des pressions au travail pourraient entraîner une aggravation des problèmes de santé mentale dans les années à venir"*. Et l'OCDE n'hésite pas à qualifier la santé mentale de *"nouveau défi prioritaire pour le marché du travail"*.

Par *"mauvaise santé mentale"*, l'OCDE entend les dépressions graves, les toxicomanies sévères (alcool, drogue), les troubles maniaco-dépressifs... tous ces maux étant établis par un diagnostic médical.

La mauvaise santé mentale des salariés, et celle des demandeurs d'emploi, encore plus vulnérables, intéresse l'OCDE, parce qu'elle coûte cher. *"Selon une estimation prudente de l'Organisation internationale du travail, écrivent les auteurs du rapport, les coûts d'une mauvaise santé mentale pour les individus concernés, les employeurs et la société représentent 3 à 4 % du produit intérieur brut dans l'Union européenne."* Les taux de chômage élevés, la *"forte incidence de l'absentéisme pour maladie et d'une moindre productivité du travail"* expliquent les coûts de ce fléau grandissant.

Car la plupart des personnes souffrant de troubles mentaux travaillent. Leur taux d'emploi oscille, selon les pays, entre 60 % et 70 %, soit une quinzaine de points de moins que les personnes en bonne santé. *"Ces salariés sont plus souvent malades, plus longtemps, et, surtout, quand ils sont au travail, ils ne font rien, ce qu'on appelle "présentéisme""*, explique Miranda Veerle, économiste et responsable du rapport.

La crise économique et ses conséquences apparaissent comme l'une des explications majeures de la détérioration de la santé mentale des salariés. Ainsi, établit l'étude, *"la perte de l'emploi aggrave la détresse psychologique plus que n'importe quel autre événement de la vie, comme un accident ou la perte d'un conjoint"*.

Mais le chômage n'est pas seul en cause. *"Les récessions peuvent en effet s'avérer très stressantes pour les salariés qui conservent leur emploi."* Le risque de perte d'emploi a augmenté pour tous les travailleurs. Cette "insécurité" est passée de 14 % en 2005 à 17 % en 2010, et de 21 % à 40 % chez les travailleurs temporaires, qui sont *"plus nombreux à souffrir de troubles mentaux"*.

L'évolution même des modèles économiques joue un rôle important. Ainsi, les demandes de pensions d'invalidité, autrefois liées aux accidents dans l'industrie, sont de plus en plus dues aux maladies mentales. En compilant des études menées dans quelques pays et des comparatifs internationaux comme l'enquête sur la santé, le vieillissement et la retraite en Europe (Share) ou encore l'Eurobaromètre, l'OCDE estime qu'une demande de pension d'invalidité sur trois, et dans certains pays une sur deux, est motivée par des problèmes mentaux, un chiffre en augmentation depuis le milieu des années 1990.

Pour Miranda Veerle, *"l'évolution vers une économie de services complique la donne : le contact avec les gens fragilise les personnes plus faibles mentalement qui résistent moins bien à la pression"*. Résultat, la tension au travail a fortement augmenté dans presque tous les pays de l'OCDE. Au Royaume-Uni, elle concernait 40 % des salariés en 2010, contre 25 % en moyenne sur la période 1995-2005. En France, 30 % contre 20 % sur les mêmes périodes de référence, et en Espagne, 41 % contre 29 %. Les salariés les moins qualifiés sont les plus exposés. L'accroissement des troubles mentaux s'explique aussi en partie parce qu'ils sont plus nombreux à être détectés et divulgués, *"grâce au recul progressif des préjugés et de la discrimination"*, tempère l'OCDE.

Mais celle-ci ne s'en tient pas au seul constat et met en avant quelques exemples vertueux, car la responsabilisation des entreprises dans le suivi des salariés atteints de troubles mentaux a une incidence réelle. *"Aux Pays-Bas, indique Miranda Veerle, l'employeur reste responsable de ses salariés, même s'ils sont en arrêt, pendant deux ans, ce qui facilite la réinsertion et limite les conséquences désastreuses d'un licenciement sur la santé mentale."*

En Grande-Bretagne, la compagnie British Telecom fait de l'état mental et du bien-être des salariés un élément de l'évaluation de ses managers. Mais ces initiatives sont encore trop rares.

Jeudi 15 décembre, le Parlement européen a adopté un rapport visant à renforcer la sécurité et la santé au travail. Karima Delli, rapporteure et députée européenne Europe Ecologie-Les Verts, a insisté sur la nécessité pour tous les Etats membres de mettre en oeuvre l'accord-cadre de 2004 sur le stress au travail. *"Le stress au travail est reconnu comme un obstacle majeur à la productivité"*, a-t-elle expliqué.

Rémi Barroux

////

MONDE DU TRAVAIL

Toujours plus de mal-être au travail

LEMONDE.FR avec AFP | 12.12.11 |

Les problèmes de santé mentale au travail sont en augmentation et touchent 20 % des salariés au sein des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), annonce un rapport de l'organisation rendu public lundi 12 décembre.

Selon cette enquête, baptisée "Mal-être au travail ? Mythes et réalités sur la santé mentale et l'emploi" ([lire les conclusions du rapport](#)), un travailleur sur cinq souffre de troubles mentaux, comme la dépression ou l'anxiété, et beaucoup peinent à s'en sortir dans les 34 pays de la zone. L'OCDE affirme que la proportion de travailleurs exposés au stress ou à des tensions sur leur lieu de travail a augmenté dans l'ensemble des pays de la zone au cours de la dernière décennie.

En outre, relève l'organisation, *"la précarisation croissante des emplois et l'augmentation actuelle des pressions au travail pourraient entraîner une aggravation des problèmes de santé mentale dans les années à venir"*.

BAISSE DE PRODUCTIVITÉ

Les auteurs du rapport notent que selon une estimation prudente de l'Organisation internationale du travail (OIT), les coûts pour la société d'une mauvaise santé mentale des salariés (problèmes de santé, absentéisme, baisse de productivité, etc.) représentent 3 à 4 % du PIB au sein de l'Union européenne. Sur quatre travailleurs présentant un trouble mental, trois font ainsi état d'une baisse de productivité au travail, la proportion n'étant que de un sur quatre pour les travailleurs en bonne santé. Les absences sont également beaucoup plus fréquentes chez les personnes atteintes d'une maladie mentale, note l'organisation.

L'OCDE relève en outre que la plupart des personnes souffrant d'un trouble mental travaillent, leur taux d'emploi oscillant entre 55 % et 70 %, en fonction de la gravité de leur trouble. Or, près de 50 % des personnes atteintes de troubles graves et plus de 70 % de celles qui présentent un trouble modéré ne bénéficient d'aucun traitement.

Aussi les auteurs de l'étude préconisent-ils d'intervenir à un stade plus précoce, la moitié des troubles apparaissant à l'adolescence, ou encore de mieux prendre en charge les troubles modérés, la plupart des pays axant leur politique de santé *"presque exclusivement sur le traitement des personnes atteintes de troubles graves, comme la schizophrénie, qui ne représentent qu'un quart des patients"*.

//////////

MONDE DU TRAVAIL

INSATISFACTION – Un tiers des salariés souhaitent quitter leur entreprise

La crise a-t-elle soufflé la satisfaction des salariés ? Selon une étude du cabinet de conseil en ressources humaines Mercer, un tiers des salariés souhaitent quitter leur entreprise. Une progression inédite : il sont 57 % de plus qu'en 2007 à vouloir changer d'emploi.

La moitié des salariés seulement *"ressentent encore un fort attachement"* à leur entreprise. La baisse de la satisfaction au travail expliquerait en partie ce phénomène. Selon l'enquête, le taux de salariés se déclarant *"satisfaits"* passe de 72 à 57 % entre 2007 et 2011.

Selon Eric Sarrazin, responsable "talent management" chez Mercer [interrogé par Le Parisien](#), la crise est responsable de cette désaffection : *"Avec la crise, [les entreprises] ont rationalisé leur organisation pour être plus efficaces. Le revers de la médaille, c'est que les salariés ont l'impression d'avoir perdu en autonomie, qu'ils disposent de moins de marge de manœuvre au travail, ce qui a évidemment un impact sur l'intérêt de leur activité."*

Mais cette envie de quitter l'entreprise peut sembler paradoxale alors que la crainte de perdre son emploi n'a jamais été aussi forte, souligne le quotidien. Une peur partagée par 65 % des salariés, soit 12 points de plus qu'en 2007.

Autre contradiction de l'étude : la motivation des salariés ne varie pas. 53 % d'entre eux sont *"tout à fait prêts à aller au-delà des exigences de leur fonction pour aider leur entreprise à réussir"*. 56 % continuent de *"recommander vivement les produits ou services de l'entreprise à leurs amis ou leurs proches"*. Des résultats identiques à ceux de 2007.

C'est donc sur la motivation et la *"fidélisation"* des salariés que les entreprises tablent [selon un article du Figaro](#) : afin d'éviter le départ de talents, certains groupes mènent des *"actions"*. Le groupe Flo a ainsi mis en place une *"surcommunication"* au sein de l'entreprise. Mais selon l'étude ce sont les avantages sociaux qui semblent davantage retenir les salariés : ils sont plus d'un tiers à juger que ces avantages *"jouent un rôle important dans la décision de rester dans l'entreprise"*. Un paramètre essentiel pour les plus jeunes : près de la moitié des moins de 25 ans considèrent que *"les avantages sociaux jouent un rôle très important dans la décision de rester dans l'entreprise"*, relève *Le Parisien*.

//////////

SOCIETE

Le cyberespionnage, une arme militaire et économique

LE MONDE GEO ET POLITIQUE | 17.12.11 |

En raison de leur sophistication, des attaques récentes sont prises en exemple par les décideurs pour justifier cet effort. REUTERS/HYUNGWON KANG

Mobilisation générale dans le cyberspace. Ministères, agences gouvernementales, états-majors, mais aussi industriels et prestataires de tous types ont, ces derniers mois, investi de façon significative la cybersécurité et la cyberdéfense. *"Nous cherchons où couper dans nos budgets, mais s'il est un domaine pour lequel je suis sûre que nous aurons une progression, c'est celui du cyber"*, nous a indiqué la secrétaire américaine à la sécurité intérieure, Janet Napolitano, le 2 décembre, à Paris. Pour elle, *"le cyberspace est l'endroit où nos intérêts économiques et nos intérêts sécuritaires peuvent coïncider"*.

En raison de leur sophistication, des attaques récentes sont prises en exemple par les décideurs pour justifier cet effort. En juin 2009, le virus Stuxnet avait endommagé des installations iraniennes lors d'une attaque attribuée aux Etats-Unis et à Israël : c'était la première offensive de précision, jugée efficace, contre un système de contrôle industriel. En avril 2010, 15 % de l'Internet mondial avait été détourné pendant dix-huit minutes sur un serveur chinois.

En mai 2011, des données américaines parmi les plus sensibles ont été forcées : comptes Gmail de hauts fonctionnaires, plans de matériel militaire chez Lockheed Martin. *"Ces attaques ont montré l'urgence qu'il y avait à sécuriser nos réseaux"*, souligne M^{me} Napolitano. *Elles ont révélé les incessants efforts menés par certains pour s'approprier les secrets et la propriété intellectuelle des Etats-Unis ou de leurs entreprises. C'est le type de crime majeur de notre ère."* Dans le domaine de l'espionnage industriel, il n'est pas d'allié ni d'ami.

La guerre est-elle déclarée pour autant ? Dans un récent rapport au Congrès, les services du contre-espionnage américains ont désigné la Chine. Tandis que les autorités civiles pressent les grands acteurs économiques de prendre des mesures de protection, des stratégies militaires s'affinent au nom de la protection des intérêts vitaux des nations, et cette pression sécuritaire inquiète les défenseurs des libertés.

Focalisés sur la fragilité de leurs réseaux électriques, les militaires américains envisagent le pire : *"Une arme nucléaire peut détruire le réseau d'une ville, la crainte est qu'une cyberattaque puisse le faire à l'échelle de tout un pays, devenant une arme de destruction massive"*, a indiqué le général James Cartwright, ancien chef d'état-major adjoint des armées lors d'un débat organisé par le Center for Strategic and International Studies (CSIS) de Washington, le 6 décembre. Selon ce haut gradé, la probabilité que cela arrive est *"très lointaine"*, mais il faut être *"vigilant"*.

"Il est trop tard pour se poser la question de savoir s'il faut ou non militariser le cyberspace", a noté James Lewis, directeur au CSIS. Toutes les grandes puissances ont mis à jour en 2010 et 2011 leur stratégie nationale de cyberdéfense, avec un volet offensif jamais détaillé.

FANTASMES

Selon l'enquête du CSIS, 35 pays développent une doctrine militaire destinée à faire face à une cyberguerre. Même si ses effets ne peuvent être maîtrisés - impossible de garantir qu'un virus envoyé sur une cible militaire ne migre pas vers un hôpital -, l'arme informatique a pris sa place parmi les autres armes d'appui, au même titre que l'artillerie.

Gare aux fantasmes, cependant. La mise en oeuvre du "commandement cyber" du Pentagone en 2010, au même titre que les commandements air, terre et mer, *"laisserait penser que les concepts historiques de la guerre - la force, l'attaque, la défense, la dissuasion - peuvent être appliqués au cyberspace. Ce n'est pas le cas"*, a tempéré Martin Libicki, expert de la RAND Corporation, qui, en 2009, conseillait l'US Air Force. *"Une cyberguerre pourrait gêner mais non désarmer un adversaire, dit-il. Et n'importe quel adversaire a la capacité de frapper en retour d'une façon qui serait plus que gênante."*

La difficulté d'attribuer les attaques reste une limite. On sait repérer des "signatures" de groupes de hackers ou de services étrangers, par exemple, mais la certitude qu'un tiers ne se soit pas interposé n'est jamais acquise. *"Dire que c'est tel pays, c'est une décision politique"*, admettait le 6 décembre le général Cartwright.

La priorité du moment reste donc la protection basique des systèmes d'information. *"Si nous assistons à beaucoup d'attaques, c'est que les réseaux sont encore très mal protégés ; certains entrent là où, simplement, on a laissé les portes ouvertes"*, tempère ainsi une source française de la défense. Les gouvernements développent auprès de leurs citoyens le concept d'"hygiène informatique". Pour les réseaux sensibles, déjà cryptés et dupliqués, l'effort porte sur la mise en place d'une surveillance active afin de pouvoir limiter au plus vite l'effet d'une intrusion. En France, ces mêmes moyens de surveillance à l'état-major des armées sont en train d'être réunis avec ceux de l'Agence interministérielle chargée de la cybersécurité.

VERS UNE COOPÉRATION INTERNATIONALE

Les gouvernements occidentaux cherchent à coordonner leurs acteurs nationaux. Aux Etats-Unis, un accord a été passé entre le département de la sécurité intérieure et celui de la défense pour utiliser les ressources technologiques de la National Security Agency. Conscients qu'une escalade offensive ne ferait qu'accroître la vulnérabilité de tous, ces mêmes Etats affichent la volonté d'un dialogue, voire d'une coopération internationale.

Des experts explorent la possibilité d'un cadre juridique collectif. La nouvelle chaire de cyberstratégie créée fin novembre à l'Ecole militaire de Paris est missionnée sur la problématique. Enfin, les exercices internationaux se développent : à l'OTAN, où un plan d'action a été adopté en juin. Mais également à l'Union européenne, qui a organisé un premier exercice de simulation en novembre. De leur côté, les Etats-Unis convient leurs alliés à participer à leurs "CyberStorm", organisés depuis 2006. *"Tout cela est conçu, précise Janet Napolitano, afin de nous entraîner à réagir dans le cas d'une attaque massive qui aurait des répercussions dans plusieurs pays simultanément."*

Nathalie Guibert

////

Paul CEZANNE

La boîte noire de Paul Cézanne, par John Berger

Le Monde | 17.12.11 |

Tout Européen ayant vécu au XX^e siècle et passionné par la peinture s'est interrogé sur l'oeuvre de Paul Cézanne (1839 -1906), sur son mystère, son échec ou son triomphe. L'artiste est mort six ans après le début du siècle, à l'âge de 67 ans. C'était un prophète, même si, comme beaucoup de prophètes, ce n'était pas ce qu'il voulait devenir au départ.

Le Palais du Luxembourg, à Paris, accueille en ce moment (et jusqu'au 26 février) une exposition magnifique de 75 de ses toiles appartenant à toutes les périodes de sa vie, accompagnée d'un catalogue somptueux et très fouillé, qui nous offre l'occasion de regarder le peintre, une fois encore, dans toute son originalité.

Pour moi, après une vie de cheminement à ses côtés, cette exposition a été une révélation. J'ai oublié l'impressionnisme, le cubisme, l'histoire de l'art du XX^e siècle, le modernisme, le postmodernisme, et j'ai vu uniquement l'histoire de sa relation amoureuse, de sa liaison avec le visible. Et j'ai vu cette histoire comme un schéma, un de ces schémas qu'on trouve dans le mode d'emploi fourni avec un appareil ou un outil neuf.

Commençons par le noir qu'on trouve dans beaucoup de ses premières oeuvres, quand il avait la vingtaine. Ce noir ne ressemble à aucun autre dans la peinture. Il a une telle présence, une telle substance ! Sa dominance s'apparente en quelque sorte à l'obscurité dans les derniers Rembrandt, mais ce noir-ci est beaucoup plus tangible. C'est le noir d'une boîte qui renferme potentiellement tout ce qui existe dans le monde substantiel.

Une dizaine d'années plus tard, Cézanne commence à sortir des couleurs de la boîte noire - pas des couleurs primaires, car ce sont des abstractions, mais des couleurs substantielles, complexes - et il cherche à leur trouver une place dans ce qu'il regarde avec tant d'intensité : un toit ou une pomme pour un rouge, un corps pour une couleur chair, un endroit où le ciel apparaît entre des nuages pour un bleu. Ces couleurs sont comme des échantillons de tissu sauf qu'au lieu d'être faits de fils ou de coton, ils sont faits des traces que laisse un pinceau ou un couteau dans la peinture à l'huile.

Puis, au cours des vingt dernières années de sa vie, il se met à appliquer ces échantillons de couleur sur la toile, non pas là où ils correspondent à la couleur locale d'un objet, mais là où ils peuvent, en eux-mêmes, indiquer à nos yeux un chemin qui s'éloigne ou qui s'approche dans l'espace. Et en même temps, il laisse de plus en plus d'endroits où il ne touche pas à la toile blanche, mais ceux-ci ne sont pas muets : ils représentent le vide, l'ouverture creuse, d'où sort le substantiel, avec tout l'espace qui l'entoure.

Prophétiques, les oeuvres tardives de Cézanne ont trait aux créations, à la création du monde ou, si vous voulez, de l'Univers. Je suis maintenant tenté d'appeler la "boîte noire", que je vois comme son point de départ, un Trou noir ! Mais le jeu de mots serait trop facile. Ce qu'il fait avec obstination, persévérance, est au contraire difficile.

Pendant son voyage de peintre, je pense que l'état d'esprit de Cézanne a changé de manière eschatologique.

Depuis le début, l'énigme du substantiel l'a obsédé. Pourquoi les choses sont-elles solides ? Pourquoi, jusqu'aux êtres humains que nous sommes, tout est-il fait de "machins" ? Dans ses toiles du tout début, il avait tendance à réduire le substantiel au corporel, au corps humain dans lequel nous sommes condamnés à vivre. Et face au corps humain, il avait une perception aiguë des envies aveugles du désir et d'une aptitude à la violence gratuite. D'où son choix à plusieurs reprises de sujets comme le Meurtre ou la Tentation. C'était peut-être mieux que la "Boîte noire" qu'il gardait fermée.

Mais, progressivement, il s'est mis à élargir la notion ou sensation de corporalité et à l'étendre à des choses dont, normalement, nous ne pensons pas qu'elles ont un corps. Cela se manifeste particulièrement dans ses natures mortes.

Les pommes qu'il a peintes sont comme des corps. Il a tenu chaque pomme dans sa main, et chacune a été unique pour lui. Ses bols de porcelaine vides attendent d'être remplis. Leur vide est plein d'attente. La table sur laquelle il place les choses qu'il veut assembler pour les peindre devient une agora athénienne où le débat porte sur la tangibilité, et le langage utilisé est celui de l'articulation spatiale. Difficile à saisir - un prophète.

Dans la troisième et dernière phase de l'oeuvre de Cézanne, il a poussé encore plus loin la notion de corporalité et découvert une complémentarité entre l'équilibre de l'anatomie d'un corps et l'inévitabilité naturelle et géologique d'un paysage. Un jeune garçon (son fils, probablement) est allongé dans l'herbe près d'une berge dans les environs de Paris, et il est visiblement touché par l'air qui l'entoure de la même manière que la montagne Sainte-Victoire, en Provence, est touchée par la lumière du soleil et le vent qui sont ceux d'un jour précis. Les échancres de certains rochers de la forêt de Fontainebleau ont l'intimité d'aisselles. Ses dernières *Baigneuses* forment une chaîne comme des montagnes. Les carrières abandonnées de Bibémus ressemblent à un portrait.

Je suis allé voir de nombreux endroits pour les comparer à la manière dont certains maîtres les avaient peints : le Jura de Courbet, le Sud de la Hollande de Van Gogh, l'Ombrie de Piero della Francesca, la Rome

de Poussin. Mais visiter et revisiter les paysages de Cézanne autour d'Aix-en-Provence est une expérience unique.

Les maisons dans lesquelles il travailla, et leur atmosphère, ont beaucoup changé. Son atelier se trouve maintenant dans un faubourg, près d'un supermarché. Le Jas de Bouffan, avec son grand jardin et son allée bordée de marronniers, est devenu une île dans une mer d'échangeurs routiers. La ferme de Bellevue est inhabitée, mais elle est envahie par la végétation, délabrée et à côté d'une casse. Des étudiants campent le week-end dans le Château Noir.

Dans sa majeure partie, le paysage naturel n'a pas changé : la montagne Sainte-Victoire, les rochers d'un rouge tirant sur le jaune, les pins caractéristiques sont bien là comme dans ses toiles. D'abord, tout paraît plus petit qu'on ne pensait. On a beau se rapprocher d'un des sujets de Cézanne, celui-ci paraît toujours plus éloigné que dans le tableau. Mais après un instant, quand on s'y est habitué, quand on ne se concentre plus sur l'apparence, à un moment donné, de la montagne, des arbres, du toit rouge ou du sentier dans le bois, on commence à réaliser que ce que Cézanne a peint et que l'on connaît déjà de par ses tableaux, c'est le génie du lieu de chaque vue. Les paysages ici sont hantés par leur propre essence.

La montagne Sainte-Victoire apparaît primordiale, tout comme la plaine à son pied. Où que vous regardiez, vous avez le sentiment d'être face à face avec l'origine de ce qui est devant vous. Vous redécouvrez le célèbre silence des toiles de Cézanne à l'époque qui est celle de ce que vous regardez. Je ne veux pas dire l'origine géologique de la montagne, mais l'origine de la visibilité du paysage qui est devant vous. Quel est le secret de Cézanne ? Sa conviction que ce que nous percevons comme le visible n'est pas quelque chose de déterminé mais une construction assemblée par la nature et par nous-mêmes.

"Le paysage, disait-il, se pense en moi, et j'en suis la conscience." "La couleur est le lieu où notre cerveau et l'univers se rencontrent." Voilà comment il a débarrassé la boîte noire.

Traduit de l'anglais par Claude Albert

Ecrivain et critique d'art

//////////

SOCIETE

Le Père Noël, une histoire à dormir debout

Le Monde | 18.12.11 |

La plupart des parents s'accommodent de la tradition tout en conservant leurs principes éducatifs. REUTERS/BOB STRONG

Le vieil homme rebondi et barbu, vêtu d'une houppelande rouge, parcourt la planète en une nuit sur un traîneau volant et pénètre dans les cheminées pour en ressortir, malgré sa corpulence, sans une trace de suie. Plus c'est gros, plus ça passe. Le Père Noël n'est pas seulement magicien, il est aussi omniscient, puisqu'il n'ignore rien des souhaits de chacun. Manifestement doté du don d'ubiquité, il est bien entendu immortel.

La grande majorité des adultes déploient des trésors d'inventivité pour convaincre les enfants de croire à ces calembredaines. Les mêmes exigent de leur progéniture le respect de la vérité, en toutes circonstances. Cette contradiction heurte au moins deux catégories de parents : les catholiques pratiquants, qui continuent à considérer cette invention païenne comme une hérésie, et les rationalistes, opposés à toute hypocrisie ainsi qu'au consumérisme qui marque la période des fêtes.

Amélie Piégay, mère d'un fils de 4 ans, fait partie du deuxième groupe. *"L'amener à croire au Père Noël, ce serait lui manquer de respect"*, tranche-t-elle. Elle s'agace de rencontrer des parents *"invoquer la crise économique pour justifier leur choix, sur le mode "si on leur enlève le Père Noël, que leur restera-t-il ?"* Elle poursuit : *"Je ne veux pas l'éduquer à recourir aux paradis artificiels."*

Dans un texte datant de 1999 et toujours accessible sur son blog (Barbery.net), le psychologue Stéphane Barbery, considère que *"faire croire au Père Noël à des enfants, c'est, ni plus ni moins, leur mentir"*. *"En mentant de façon systématique et sur une longue durée aux enfants (...), les adultes créent un précédent"*, écrit-il. L'enfant, ainsi berné, se demande quel crédit accorder à la parole des adultes et en déduit qu'il peut mentir lui aussi, affirme en substance le psychologue.

Un jugement bien radical, que réfutent la plupart des psys. Pour la psychanalyste Claude Halmos, auteure de *Grandir, les étapes de la construction de l'enfant* (Fayard, 2009), *"le Père Noël est une manière d'incarner l'amour des parents dans un personnage magique. Le merveilleux n'a jamais fait de mal à personne"*, estime-t-elle. Rien à voir, selon elle, avec le mensonge, *"que l'on commet avec la volonté de tromper l'autre"*. Dominique Tourrés-Gobert, pédopsychiatre et psychanalyste, qui a écrit *Il était une fois le Bon Dieu, le Père Noël et les fées* (Albin Michel, 1992), partage ce point de vue. *"Le mythe du Père Noël, qui s'évapore en une nuit"*, doit être rapproché de ces *"histoires que les enfants inventent à propos de tout"*, affirme-t-elle.

La plupart des parents s'accommodent de la tradition tout en conservant leurs principes éducatifs. Malgré un *"athéisme idéologique"* qui s'oppose aux *"superstitions de toutes sortes, incompatibles avec l'honnêteté"*, Eric Hamelin, père de Nilo, 6 ans, a accepté voici quelques années de s'affubler d'un habit rouge et d'une barbe blanche. Et, chaque 25 décembre, sous le sapin, Nilo trouve un cadeau du Père Noël, mais un seul. *"Les autres présents lui sont remis par la famille, parents et grands-parents, qui lui montrent ainsi leur attachement"*, précise Eric.

Génébaud et Carole Gérardal ne mentent *"jamais"* à leurs enfants. Et pourtant, Sidonie, 9 ans, a longtemps cru au vieil homme à la hotte emplie de cadeaux, ainsi qu'à la Petite Souris. Garance, 7 ans, y croit toujours. *"Nous cultivons l'émerveillement, cette attente de Noël et l'apothéose que constitue la découverte des cadeaux, le matin du 25 décembre"*, explique M. Gérardal.

En revanche, l'enfant risque de mal interpréter la magie de Noël si les parents prennent l'habitude de lui mentir sur des sujets le concernant intimement. C'est le cas, par exemple, *"si on lui cache la mort de sa grand-mère, la vérité sur sa filiation"*, prévient M^{me} Halmos.

La découverte du pot aux roses, entre 6 et 8 ans, constitue un moment crucial. *"C'est un rite initiatique. Chaque enfant, d'une certaine façon dénié, s'emploie alors à convaincre les plus jeunes de l'existence du Père Noël"*, résume M^{me} Tourrés-Gobert.

"Le lendemain du dernier Noël, raconte M. Gérardal. Sidonie nous a raconté qu'elle était descendue, en pleine nuit, dans le salon, et qu'elle avait surpris le Père Noël en train de s'affairer au pied du sapin", sourit le père de famille.

Les adultes peuvent aider un peu l'enfant à dépasser le stade. Eric a répondu *"la vérité"*, lorsque son fils l'a interrogé. L'enfant avait cru reconnaître, sous la barbe blanche, le visage de son oncle. *"Lorsque l'un de mes trois enfants me demande si le Père Noël existe vraiment, raconte Véronique Bertrand, je lui retourne la question : "Et toi, tu y crois ?"* La réponse de l'enfant, quel que soit son âge, vaut conviction.

Olivier Razemon

//////

MYTHES

De bonnes raisons de croire au Père Noël

LE MONDE SCIENCE ET TECHNO | 23.12.11 | 17h25 • Mis à jour le 24.12.11 | 17h23

Le Père Noël ne fascine pas seulement les enfants, il fascine aussi les sciences humaines. Dans un article paru il y a plus d'un demi-siècle, l'ethnologue Claude Lévi-Strauss montrait déjà comment la croyance au Père Noël ravivait des rites observables aussi bien dans la Rome antique que dans les tribus amérindiennes, à travers lesquels les sociétés conjurent la mort en honorant leurs enfants.

Mais Noël intrigue aussi les sociologues... Pourquoi avons-nous cru au Père Noël ? Et pourquoi, vers 7 ans en moyenne, cessons-nous d'y croire ? L'enquête de Gérald Bronner (*Vie et mort des croyances collectives*, Hermann, 2006) indique que nous avons chaque fois des "bonnes raisons" : enfants, nous faisons preuve de rationalité quand nous croyions au Père Noël, car notre croyance se fondait sur des preuves tangibles (une réponse à une lettre, des traces de pas dans la neige, des cadeaux...), et sur l'autorité et la crédibilité de la parole des adultes.

Mais l'abandon de cette croyance est tout aussi rationnel : c'est qu'elle n'a pas résisté aux assauts conjugués de l'incohérence (la prise de conscience de l'in vraisemblance "technique" du mythe), de la concurrence (les copains qui affirment que ce sont les parents qui offrent les cadeaux), et surtout de la "dissonance" : un élément externe au mythe vient en ruiner la crédibilité, et c'est en général un parent que l'on reconnaît sous le déguisement du Père Noël, ou l'étiquette du magasin oubliée sur un cadeau...

Il reste pourtant un dernier mystère sociologique de Noël, que cette approche qui met en avant la rationalité individuelle ne suffit pas à résoudre : comment se fait-il que, venant à peine de cesser d'y croire, nous tenions tant à continuer à "faire croire" au Père Noël, d'abord à nos frères et soeurs plus jeunes, ensuite à nos propres enfants ? La clé de ce mystère, c'est le rituel des cadeaux, décrit par les enquêtés comme l'élément central du mythe : par le don, qui met en scène autant qu'il réassure les liens qui unissent les membres, c'est la famille qui se célèbre elle-même à Noël. Il y a déjà longtemps, l'ethnologue Marcel Mauss, dans son *Essai sur le don (1923-1924)* - PUF, 2007 -, avait exploré les conséquences sociales de l'obligation de rendre engendrée par le don, et c'est cela qui va nous aider à résoudre l'énigme : faire croire au Père Noël, avec autant d'acharnement, c'est chercher à masquer les donateurs réels, pour libérer symboliquement les enfants de la dette impossible à rembourser qu'ils ont à l'égard de leurs parents.

Le Père Noël comme garant de la paix familiale, et à travers elle de la paix sociale ? Sans aller jusque-là, on ne peut manquer de s'étonner de la complicité bienveillante de l'appareil étatique (depuis 1962, la Poste répond chaque année à plusieurs centaines de milliers de lettres au Père Noël), et de celle, encore plus curieuse, de la psychanalyse... C'est en effet Françoise Dolto (soeur du ministre des PTT de l'époque) qui avait eu l'idée de cette réponse, rédigée de sa main, en ces termes : *"Mon enfant chéri, ta gentille lettre m'a fait beaucoup de plaisir. Je t'envoie mon portrait. Tu vois que le facteur m'a trouvé, il est très malin. J'ai reçu beaucoup de commandes. Je ne sais pas si je pourrai t'apporter ce que tu m'as demandé. J'essaierai, mais je suis très vieux et quelquefois je me trompe. Il faut me pardonner. Sois sage, travaille bien. Je t'embrasse fort. Le Père Noël."*

Pierre Mercklé est sociologue à l'Ecole normale supérieure de Lyon et au Centre Max-Weber (blog : pierremerckle.fr)

Pierre Mercklé

////

SOCIETE

Les femmes rendent-elles les hommes stupides ?

LE MONDE SCIENCE ET TECHNO | 23.12.11 | 17h49 • Mis à jour le 24.12.11 | 12h40

En termes scientifiques, la question est reformulée ainsi : les performances cognitives de l'*Homo sapiens* mâle diminuent-elles après une interaction avec un membre du sexe opposé ? La boulangère est si charmante que Robert (pardon d'avance à tous les Robert) sort de la boutique avec ses croissants mais en a oublié de commander son bâtard bien cuit. Traduit par Tex Avery, c'est l'effet *"ferme la bouche, idiot, tu marches sur ta langue"*. Des études de psychologie ont montré que les messieurs hétérosexuels réussissaient moins bien des tests cognitifs après avoir discuté avec une dame qu'avant. L'inverse n'est pas vrai. Pourquoi ?

En moyenne, les hommes ont, davantage que les femmes, la faculté de "sexualiser" les situations de la vie courante. *"Bonjour voisine, que vous êtes belle en descendant votre poubelle..."* Etc. Selon les biologistes, cette capacité à surinterpréter les signaux envoyés par les personnes de l'autre sexe est un biais que

l'évolution a imposé à l'espèce pour que les mâles ne ratent pas une occasion de s'accoupler. Mais cet instinct de chasse de tous les instants a un coût - qui se traduit par de moins bons résultats aux tests - car l'homme "s'épuise" mentalement, consomme ses ressources cognitives (on n'ose dire "intellectuelles") en évaluant sans cesse sa partenaire pour déterminer sa valeur en tant que reproductrice, en contrôlant ses émotions, en se concentrant sur l'image qu'il désire offrir et en surveillant l'autre pour voir s'il lui fait bonne impression.

Il y a donc un effet après la rencontre. Mais y en a-t-il aussi un avant ? La seule anticipation d'une interaction avec une femme fait-elle perdre une partie de ses moyens cognitifs à l'hétérosexuel moyen ? Dans les premières pages d'*Anna Karénine*, Tolstoï met en scène un propriétaire terrien, Levine, sur le chemin menant à un lac gelé servant de patinoire, où il s'apprête à rencontrer la jeune femme dont il est amoureux : *"Tout en suivant le sentier, Levine se parlait à lui-même : "Du calme ! il ne faut pas se troubler ; que veux-tu ? qu'as-tu ? tais-toi, imbécile." C'est ainsi qu'il interpellait son cœur. Mais plus il cherchait à se calmer, plus l'émotion le gagnait et lui coupait la respiration. Une personne de connaissance l'appela au passage, Levine ne la reconnut même pas."* Pauvre garçon. Pour savoir s'il existe un "effet Levine", une équipe de psychologues néerlandais a imaginé un test dont elle a publié les résultats, en novembre, dans les *Archives of Sexual Behavior*.

Sous le faux prétexte d'une expérience sur le langage, les chercheurs ont fait passer un test sémantique à quatre-vingt-dix hommes et femmes en les prévenant qu'un(e) observateur(trice) se connecterait ensuite à la cabine dans laquelle ils étaient isolés pour leur donner le top-départ d'un second exercice, où ils devraient lire un texte devant une webcam. Chacun était informé du prénom de l'observateur(trice) et pouvait en déduire son sexe. Le stratagème avait pour but de créer l'attente d'une interaction à venir. Dans ces conditions, alors que, chez les cobayes féminins, aucune différence significative n'était notée selon le sexe de l'observateur, les hommes anticipant un contact avec une femme ont nettement moins bien réussi l'exercice sémantique que les autres. Le plus drôle, c'est que, l'expérience étant automatisée, la femme en question n'existait pas.

Pierre Barthélémy est journaliste et blogueur (Passeurdessciences.blog.lemonde.fr)

Pierre Barthélémy

////

Histoire contemporaine

Le crépuscule des tyrans

Le Monde | 30.12.11 | 14h39

Tant de têtes sont tombées en 2011 qu'on est pris de vertige. Ben Ali a dû fuir son pays. Mubarak passe en procès, allongé sur une civière. Kadhafi a trouvé la mort qu'il redoutait. Bachar Al-Assad a définitivement perdu la tête, même si elle tient encore sur ses épaules grâce à la férocité de la répression. Il devra bien céder. Aucun tyran n'est éternel. Même Kim Jong-il a fini par mourir. Mais sans modestie. Car, dans son cas, son peuple n'a pas trouvé la force de se soulever ni même de retenir ses larmes.

La tyrannie mise en place en Corée du Nord n'a rien de commun avec les régimes autoritaires arabes ni même avec les dictatures soviétiques d'antan. Nous sommes devant tout autre chose : une secte de 20 millions de personnes. Les images qui nous parviennent sont irréelles. On croirait assister à un voyage dans le temps, sur une autre planète, à la découverte d'un laboratoire où un groupe humain se trouve enfermé et soumis à une immense expérience de conditionnement. La façon dont ils pleurent nous rappelle combien l'esprit critique est fragile, combien l'humain peut être programmé, déprogrammé, manipulé. Toujours avec la même recette : un ennemi, un récit et la peur en guise de chien de garde.

Les tyrans ont leurs nuances et leurs degrés, mais partagent l'essentiel. Qu'ils se revendiquent de la nation, de la religion ou du peuple, d'un livre rouge ou d'un livre vert, ils feront toujours passer leurs envies de pouvoir et de domination avant l'intérêt de tous. Le nombre de leurs victimes est si élevé qu'on se demande toujours pourquoi ils durent si longtemps. Et pourtant, avant de tomber, ils durent et sont même "populaires".

Contrairement à l'effet d'optique entretenu comme un mythe, le "peuple" n'est jamais une masse, mais une métaphore. Le consentement tacite d'une majorité passive envers une minorité active, qui opprime ou libère.

Il suffit d'un clan pour s'accaparer le sommet et terroriser la base, par une chaîne de dominations et de lâchetés successives. Mais aussi d'une minorité, courageuse, pour défaire la pyramide et même la renverser. C'est à la fois tragique et réconfortant. Après une année où tant de tyrans sont tombés, 2012 offre un monde en transition, où tous les chemins sont possibles.

Entre une fin des "printemps", le début d'hivers intégristes et la crise économique, la boussole mondiale est sens dessus-dessous. Les frontières entre l'Est et l'Ouest, entre l'Orient et l'Occident, entre le Sud et le Nord ne sont plus si claires. Toutes les nations et tous les grands ensembles, l'Union européenne en tête, doivent lutter pour tenir leur place dans le monde, ou céder au repli et sortir de la carte. Voire de l'histoire, qui marche si vite.

En chemin, les "peuples" n'ont pas fini d'osciller, entre le désir de croire aux fables et l'envie de discours de vérité. A chaque tournant, il faudra choisir entre la moins mauvaise des routes, fût-elle difficile, ou se griser d'épopées. Toujours douces à écouter, parfois nécessaires pour surmonter l'adversité, mais parfois aussi destinées à préparer le lit d'apprentis tyrans. Comment se repérer ? S'il existait une carte, absolument fiable, de 2012, ce serait trop simple. Et bien moins passionnant.

Essayiste et journaliste, rédactrice en chef de la revue "ProChoix", elle est l'auteure notamment de "La Tentation obscurantiste" (Grasset, 2005) et de "Libres de le dire", avec Taslima Nasreen (Flammarion, 2010).

Caroline Fourest (Sans détour)

////

HISTOIRE

Le génocide arménien : l'extermination (1/3)

LEMONDE.FR | 29.12.11 | 17h14 • Mis à jour le 29.12.11 | 17h27

Professeur à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), Vincent Duclert est notamment spécialiste de l'affaire Dreyfus. Son travail sur les mobilisations intellectuelles l'a amené à s'intéresser à la question du génocide arménien, et au-delà, à la vie intellectuelle en Turquie. Il a notamment publié un ouvrage sur les engagements intellectuels turcs dans les années 2000, L'Europe a-t-elle besoin des intellectuels turcs ? (Armand Colin, 2010) à travers l'étude de plusieurs pétitions emblématiques de l'évolution de la société turque, notamment celle du 15 décembre 2008 de demande de pardon aux Arméniens pour la "grande catastrophe" de 1915. La traduction de ce livre devait être publiée en Turquie par l'éditeur Ragıp Zarakolu, mais celui-ci a été arrêté comme "terroriste" le 29 octobre et ses manuscrits saisis. Vincent Duclert a co-fondé avec Hamit Bozarslan, Cengiz Cagla, Yves Deloye, Diana Gonzalez et Ferhat Taylan le Groupe international de travail (GIT) "Liberté de recherche et d'enseignement en Turquie" (www.gitfrance.fr et www.gitinitiative.com)

>> Lire le [deuxième](#) et le [troisième](#) volet de l'entretien

Le génocide de 1915 a été précédé par une autre vague de massacres, vingt ans plus tôt. En 2006, vous avez édité un discours prononcé par Jean Jaurès à la Chambre des députés le 3 décembre 1896, alors que des massacres faisaient rage dans l'Empire ottoman (*Il faut sauver les Arméniens, Mille et une nuits*). Le dirigeant socialiste soulignait que les tueries s'accompagnaient de la volonté de dissimuler ce qui était en train de se produire. En quoi était-ce inédit ?

La volonté de dissimulation des massacres au XIX^e siècle, notamment ceux commis par les Turcs contre les Grecs dans la guerre d'indépendance (1822-1830), est récurrente. Mais le fait nouveau ici est le caractère organisé de cette dissimulation. Le pouvoir du sultan Abdulhamid II (1876-1909) en vient à payer la presse européenne pour qu'elle ne parle pas de ces massacres. C'est ce que dénonce aussi Jaurès à la tribune.

Comment caractériseriez-vous les massacres de 1894-1896 ?

Plus de 200 000 personnes ont été massacrées, mais à cela s'ajoute un processus de spoliation, et même d'humiliation de tout un peuple, qui accélère un phénomène déjà ancien. Or, la dégradation collective et individuelle favorise la réalisation des génocides : plus une population est bien intégrée, moins il est facile de

la faire disparaître. Les grands massacres de 1894-1896 rendent possible le génocide de 1915. Ils sont aussi pré-génocidaires dans la manière dont la mort est administrée.

Il y a eu un acharnement sur les corps, une volonté de destruction des familles et des communautés, une cruauté exceptionnelle dans la mise à mort des personnes. Dans les régions d'Anatolie où les Arméniens, parfois, étaient majoritaires (la Grande Arménie), les tueries sont perpétrées par des populations musulmanes et par des régiments "hamidiés", une cavalerie kurde placée sous l'autorité du sultan.

A Constantinople, c'est le petit peuple arménien, celui qui travaille par exemple dans le bazar, qui est massacré. Des stocks de gourdins, un instrument redoutable pour briser les crânes, avaient été auparavant écoulés dans toute la ville. Il faut se souvenir qu'au Rwanda, avant le déclenchement du génocide de 1994, des importations massives de machettes avaient été réalisées... Lorsque les Arméniens protestent contre les tueries, leurs manifestations sont décimées par la même violence, avec ou sans l'aide des forces armées.

Comment et pourquoi ces massacres pré-génocidaires s'arrêtent-ils ?

D'abord, le sultan estime qu'il est arrivé à ses fins, notamment la réduction du pourcentage d'Arméniens en Anatolie. Et puis les pressions internationales, celle du gouvernement anglais et, finalement, celle du gouvernement français (la pression de Jaurès et des intellectuels a fini par payer) commencent à agir. Mais si les massacres s'arrêtent, la persécution continue. Des Arméniens prennent le chemin de l'exil. Et un nouveau massacre pré-génocidaire s'accomplit en 1909 à Adana et en Cilicie, impliquant cette fois la responsabilité du nouveau régime jeune-turc qui a mis fin à la tyrannie du "*sultan rouge*" Abdulhamid II.

Peut-on dire que c'est l'effondrement de l'Empire ottoman qui produit le génocide ?

La perte progressive des territoires européens, au XIX^e siècle, et les prétentions russes dans le Caucase, font peu à peu basculer l'Empire, jusque-là fondé sur une coexistence relativement pacifique entre les communautés, dans l'ultra-nationalisme. Or la modernisation de l'Empire est venue profondément de cet ancrage européen. C'est là que s'est développé le mouvement Jeune-Turc. Le sentiment d'un Empire assiégé, menacé en Europe et dans le Caucase, nourrit une rhétorique sur l'ennemi intérieur. Au final, les Arméniens, qui passaient pour la minorité la plus fidèle, deviennent désignés comme des traîtres en puissance parce qu'ils constituent la minorité la plus nombreuse.

Les Grecs sont vus comme moins menaçants : ils ont leur pays. Les Arméniens, eux, n'ont pas de foyer national. On les accuse d'être les agents des puissances européennes qui se disputent le contrôle des ressources de l'Empire ottoman... Dans le même temps, avec les pertes de territoires, des milliers de musulmans chassés d'Europe s'implantent au cœur de l'Anatolie. Ils y transportent leur humiliation, leur haine du Chrétien, de l'Européen, et y transfèrent les pratiques de violence extrême produites par les guerres balkaniques. Ces populations seront très sensibles à la propagande ultra-nationaliste et anti-chrétienne de l'Empire ottoman finissant.

Peu à peu s'impose l'idée que l'Empire doit se ressourcer dans sa nature turque. Ce mouvement s'accompagne d'un racialisme qui fait des chrétiens, notamment les Arméniens, un danger mortel pour cette "turcité" proclamée.

Mais la réponse nationaliste n'est pas la seule : le déclin de l'Empire ottoman suscite aussi une réponse libérale de la part des Jeunes-Turcs, qui se diviseront ensuite entre libéraux et nationalistes (dits "unionistes"). C'est ce dernier courant qui triomphe à partir de 1909 puis à la veille de la Première Guerre mondiale.

Les massacres de 1894-1896 sont dénoncés très fortement à l'étranger. Mais qu'en est-il à l'intérieur de la Turquie ?

Le sultan Abdulhamid nie ces massacres, mais les réseaux diplomatiques européens, et le maillage des écoles missionnaires, notamment anglaises et américaines, recueillent et diffusent l'information. L'élite jeune-turque se renforce contre la tyrannie hamidienne. Les leaders arméniens contribuent fortement à cette opposition libérale.

Y a-t-il parallèlement une revendication indépendantiste arménienne ?

Pour les Arméniens, la révolution des Jeunes-Turcs, en 1908-1909, va représenter un grand espoir. La liberté allait être apportée à l'Empire ottoman ; ils vont en conséquence se battre pour elle. C'est d'ailleurs une des autres raisons qui feront d'eux une cible prioritaire de la dictature unioniste à travers le génocide. Qu'il y ait eu dans certains groupes ou partis des revendications d'indépendance nationale, c'est vrai. Mais l'essentiel du mouvement arménien se projette dans une modernisation et une démocratisation en profondeur de l'Empire.

Pourquoi les événements de 1915 seront-ils si différents ?

D'abord on a affaire à un nouveau pouvoir, la dictature des membres du Comité Union et Progrès, qui ont pris le pouvoir en 1913 après l'effondrement des guerres balkaniques. Cette faction liée à l'Allemagne, globalement favorable à la guerre, est traversée par des conceptions racialistes et pan-turquistes.

La défaite contre l'armée tsariste à Sarikamish, dans le Caucase, en janvier 1915, précipite la décision de déporter les Arméniens aux fins d'extermination. Officiellement, il faut les éloigner du front pour éviter qu'ils ne jouent le rôle de cinquième colonne. Mais l'argument ne tient pas : les Arméniens restent fidèles à l'Empire, ils combattent loyalement dans l'armée ottomane. La première des tâches du gouvernement unioniste sera d'éliminer ces officiers et soldats arméniens loyaux, affaiblissent d'autant une armée ottomane en pleine retraite.

La date habituellement retenue pour dater le commencement du génocide est le 24 avril 1915, jour d'une grande rafle de notables et d'intellectuels à Constantinople. Mais les persécutions ont débuté plus de vingt ans plus tôt, comme on l'a vu. Il faut envisager le génocide arménien comme un continuum de persécutions, de spoliations et de massacres.

En 1915, les procédures d'élimination sont différentes et l'intention génocidaire est clairement constituée : les Arméniens des centres urbains (sauf ceux de Constantinople, finalement préservés après la grande rafle du 24 avril parce qu'indirectement protégés par les ambassades et autres communautés étrangères), sont éloignés pour éviter que des grands massacres dans les villes n'entraînent des désordres, et ne se produisent sous les yeux des consuls et diplomates, autant de témoins oculaires.

Sans les déplacements de population, il aurait été difficile de construire une interprétation de l'histoire selon laquelle l'extermination n'a pas eu lieu. Sur les routes d'Anatolie, l'extermination est rationalisée et "*peu coûteuse*" : elle se fait sans témoins ni dégâts socio-économiques. Coordonnés par l'Organisation spéciale (OS), sorte d'Etat dans l'Etat – police politique et administration de la terreur –, les massacres seront réalisés par certaines populations locales, surtout kurdes, par des bandits de droit commun au service de l'OS, et aussi par les détachements réguliers, avec plus ou moins de zèle. De nombreux orphelins seront récupérés par les gendarmes.

L'extermination se fait par l'assassinat massif, la faim et la soif, la noyade. Les témoignages insistent particulièrement sur les viols, mutilations et massacres de femmes, d'enfants et de nouveaux-nés commis par les génocidaires. Les survivants qui arrivent dans le désert de Syrie sont précipités vivants dans des grottes, quand d'autres trouvent finalement refuge en Cilicie, ou au Dersim, ou encore à Alep, là où l'écrivain juif autrichien Franz Werfel découvrira des orphelins misérables et décidera d'écrire *Les Quarante jours de Musa Dagh* (1933).

Que se passe-t-il alors, hors de l'Empire ?

Les Alliés, ennemis de l'Empire ottoman, ont tout intérêt à révéler les preuves de cette extermination. Mais elle est aussi dénoncée par des sources plus indépendantes, comme certains missionnaires allemands, et par le travail des Américains, notamment l'ambassadeur à Constantinople, Henry Morgenthau, qui fait un travail exceptionnel pour alerter son gouvernement et l'opinion publique. En France, certains parlementaires comme Marcel Cachin se mobilisent. Mais on est en situation de guerre totale en Europe, la barbarie est générale, et la tragédie arménienne reste au second plan.

Comment le génocide cesse-t-il ?

Contrairement aux grands massacres de 1894-1896, le génocide ne s'arrête pas. On estime qu'il y avait 1,5 million d'Arméniens dans l'Empire en 1896, puis 1,3 million en 1915, à la veille du génocide, qui a lui-même fait environ 900 000 morts. Le moment central est 1915-1916, mais jusqu'à la fin de la guerre, la machine est

en action et des "génocides miniatures", selon l'expression de l'historien Vahakn Dadrian, se produisent – dans le Caucase notamment.

////

HISTOIRE

Le génocide arménien : la mémoire et l'oubli (2/3)

LEMONDE.FR | 29.12.11 | 17h14 • Mis à jour le 30.12.11 | 08h18



Le premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, devant le portrait de Mustafa Kemal Atatürk, lors d'un discours devant son parti, l'AKP, à Ankara, le 16 juillet 2010. REUTERS/UMIT BEKTAS

Professeur à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), Vincent Duclert est notamment spécialiste de l'affaire Dreyfus. Son travail sur les mobilisations intellectuelles l'a amené à s'intéresser à la question du génocide arménien, et au-delà, à la vie intellectuelle en Turquie. Il a notamment publié un ouvrage sur les engagements intellectuels turcs dans les années 2000, *L'Europe a-t-elle besoin des intellectuels turcs ?* (Armand Colin, 2010) à travers l'étude de plusieurs pétitions emblématiques de l'évolution de la société turque, notamment celle du 15 décembre 2008 de demande de pardon aux Arméniens pour la "grande catastrophe" de 1915. La traduction de ce livre devait être publiée en Turquie par l'éditeur Ragıp Zarakolu, mais celui-ci a été arrêté comme "terroriste" le 29 octobre et ses manuscrits saisis. Vincent Duclert a co-fondé avec Hamit Bozarslan, Cengiz Cagla, Yves Deloye, Diana Gonzalez et Ferhat Taylan le Groupe international de travail (GIT) "Liberté de recherche et d'enseignement en Turquie" (www.gitfrance.fr et www.gitinitiative.com)

>> Lire le [premier](#) et [troisième](#) volet de l'entretien

Comment la mémoire du génocide se structure-t-elle en Turquie ?

Les principaux responsables s'enfuient en Allemagne à l'automne 1918 au moment de l'effondrement de l'Empire ottoman. S'installe un gouvernement issu de l'Entente libérale. Ses membres sont décidés à juger les responsables du génocide. Des déclarations très fortes sont posées, et des procès sont lancés. Mais cette phase de justice sera mise en échec après l'isolement progressif des libéraux face à la croisade nationaliste de Mustafa Kemal.

A l'origine, le fondateur de la Turquie nouvelle s'était montré très sévère pour les responsables de la défaite et du génocide, jugeant qu'une position claire sur le sujet pourrait permettre une paix honorable. Puis sa position évolue, parce qu'il a besoin de cadres pour son nouveau pouvoir, et parce que les prétentions territoriales des Alliés menacent la souveraineté nationale. La conquête de Smyrne par les Grecs est un point de non-retour. Dès lors, l'objectif de juger des responsables unionistes du génocide est abandonné. S'ajoutent à cela les représailles commises par les Arméniens contre les Turcs sur le front russe, point de départ de la thèse de certains négationnistes d'un génocide contre les Turcs perpétré par les Arméniens...

Comment le dispositif négationniste se met-il en place ?

Globalement, la cause des survivants arméniens disparaît de l'agenda kémaliste, au point que l'idée même de reconnaissance de l'ampleur des massacres devient un danger pour la future République. Certains députés en viennent à les justifier, comme Hasan Fehmi en 1919 : "*Ce qui a été fait l'a été pour assurer l'avenir de notre patrie, qui est à nos yeux plus sacrée que notre vie même.*" Mustafa Kemal se rangea à la thèse du risque de corruption du pays par les Arméniens survivants, comme le démontra l'historien turc Taner Akçam (*Un acte honteux. Le génocide arménien et la question de la responsabilité turque*, Denoël, 2008).

A ce moment-là, donc, il n'y a pas de négation...

Non, effectivement. L'heure est à la justification. Plus tard, les kémalistes en viendront à reprendre une partie des arguments des génocidaires : les Arméniens sont un danger pour la nation, et le sujet du génocide serait un des arguments que font peser les vainqueurs de la Première Guerre mondiale sur les vaincus ottomans dans la négociation des traités. Le génocide est à la fois nié comme génocide et justifié comme un massacre nécessaire en situation de péril national. Pour les Turcs, les Alliés instrumentalisent le passé, dans le but de fragiliser l'existence même de la nation turque.

Trois ans après le traité de Sèvres qui prévoyait un Etat arménien (avec un mandat d'exécution confié aux Etats-Unis), le traité de Lausanne (1923) entérine l'existence de la Turquie actuelle, née de la guerre de libération nationale menée par Mustafa Kemal. La délégation arménienne ne pourra pas siéger et l'Arménie n'est même pas mentionnée. De plus, tous les crimes commis entre le début de la première guerre mondiale et le 20 novembre 1922 sont amnistiés. Quelques orateurs évoquent bien le déni de civilisation qu'a été le massacre des Arméniens, mais il apparaît comme essentiel aux Alliés comme aux Turcs de tourner la page. Les Occidentaux, au départ mobilisés pour juger les responsables, considèrent vite que leur objectif est plutôt de protéger les détroits que de défendre la mémoire et les droits d'une minorité quasiment disparue.

Pour les kémalistes, le succès est total, d'autant qu'ils peuvent installer le nouvel Etat-nation dans une Anatolie vidée de ses minorités. La "turcification" peut s'opérer, avec l'appui d'une bourgeoisie enrichie par la spoliation des biens arméniens. Les droits des minorités sont très encadrés. Celles-ci feront plus tard l'objet de violentes campagnes d'opinion et de persécution d'Etat : les juifs durant la seconde guerre mondiale ; les Grecs, avec notamment les pogroms de 1955 déclenchés par l'attentat (une provocation des services secrets turcs) contre la maison natale de Mustafa Kemal à Salonique ; mais aussi les alévis ou en 1937, les Kurdes du Dersim où s'étaient réfugiés des survivants arméniens : ils n'échapperont pas cette fois à l'extermination.

Qu'en est-il, maintenant, de la situation à l'extérieur de la Turquie ?

La France a accueilli une part importante des survivants du génocide à condition toutefois qu'ils s'intègrent et qu'ils fassent oublier leurs origines "orientales"... On peut dire que pendant l'entre-deux-guerres, la mémoire du génocide est faible. Beaucoup d'Arméniens, comme une partie de la gauche française, se passionnent aussi pour l'aventure de la petite Arménie soviétique.

Certains événements, pourtant, marquent les esprits. Ainsi du procès, à Berlin, de Soghomon Tehlirian, qui avait assassiné le 15 mars 1921 Talaat Pacha, ministre de l'intérieur des Jeunes-Turcs. Ce jeune survivant des massacres, qui n'a jamais nié son acte, sera acquitté. Les attendus du jugement, mettant en lumière toute l'horreur des massacres, serviront au juriste américain Raphael Lemkin, inventeur du néologisme et du concept de "*génocide*", dans son travail de définition appliqué au génocide juif.

Mais au milieu des violences de l'entre-deux-guerres, la tragédie de 1915 n'est pas perçue dans sa singularité génocidaire. C'est la définition du crime contre l'humanité, à Nuremberg, en 1945, qui va rétroactivement questionner le passé arménien.

Quand les communautés arméniennes se saisissent-elles de la mémoire du génocide et commencent-elles à en revendiquer la reconnaissance ?

Pas avant les années 1970. En 1973, le normalien Jean-Marie Carzou fait paraître l'un des tout premiers livres sur le sujet, chez Flammarion : *Un génocide exemplaire* aura un énorme impact et contribuera à réveiller cette mémoire.

Les années 1960 ne sont pas du tout propices à l'ouverture du dossier. En France, le régime kémaliste, qui a beaucoup emprunté à l'organisation de l'Etat français, est très bien perçu : on insiste sur la modernité de l'Etat-nation, la laïcité qui est pourtant bien différente du modèle français... Le général de Gaulle fait un voyage triomphal à Ankara en octobre 1968. La Turquie est membre de l'OTAN. Les biographies hagiographiques d'Atatürk se succèdent tandis que la recherche sur la fin de l'Empire ottoman reste très faible. Par ailleurs, l'époque n'est pas encore à la prise en compte des mémoires collectives et individuelles.

Qu'est-ce qui provoquera ce basculement ?

C'est avant tout le révisionnisme turc, et les injures répétées contre l'histoire des Arméniens. Les idées qu'il y a eu des massacres, mais dans une situation de guerre qui les justifiait, ou du moins les expliquait, ou qu'il y a eu au contraire un génocide des Turcs par les Arméniens, sont déployées par l'historiographie officielle turque, par l'Etat, notamment les diplomates, et par toute une série d'associations aux ordres. Elles relèvent d'un monopole de l'histoire, qui fonctionne comme un instrument de contrôle social et idéologique. La sociologue Bûsra Eranlı, qui a étudié cette fabrique de l'histoire officielle dans sa thèse, est aujourd'hui en prison...

Il faut voir que la place de l'histoire dans la construction de l'Etat-nation turc est essentielle. Kemal lui-même se veut historiographe national. En octobre 1927, il prononce devant la Grande Assemblée un discours de 36 heures 30 retraçant l'histoire des Turcs depuis la préhistoire... Cela relève du dogme et tout manquement à ce dogme est pénalisé par une série de dispositifs judiciaires encore en vigueur. Et lorsque ceux-ci ne suffisent pas, l'incrimination de "terrorisme" est mobilisée, instrument redoutable dans un pays qui fait effectivement face à la rébellion armée du PKK kurde.

Ne peut-on pas dire, en caricaturant, que cette conception de l'histoire comme vérité officielle a quelque chose de très français ?

Oui, mais l'immense différence est que si le président de la République se veut, d'une certaine manière, l'historiographe français, ses déclarations sont sous la surveillance intellectuelle et scientifique des historiens – lesquels ne risquent pas la prison pour des faits de recherche ou de controverse. Les politiques sont même durement critiqués lorsqu'ils sont tentés d'écrire une histoire officielle. Il suffit de voir ce qu'il reste de projet de Maison de l'histoire de France... Ou bien d'observer le débat, très vif, sur les lois mémorielles. Le discours officiel en France n'est pas un discours unique. En Turquie, c'est toujours le cas.

////

HISTOIRE

Le génocide arménien : le négationnisme d'Etat turc (3/3)

LEMONDE.FR | 29.12.11 | 17h14 • Mis à jour le 29.12.11 | 17h30

Manifestation à Paris d'opposants au texte de loi pénalisant la négation des génocides. AFP/MARTIN BUREAU

Professeur à l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS), Vincent Duclert est notamment spécialiste de l'affaire Dreyfus. Son travail sur les mobilisations intellectuelles l'a amené à s'intéresser à la question du génocide arménien, et au-delà, à la vie intellectuelle en Turquie. Il a notamment publié un ouvrage sur les engagements intellectuels turcs dans les années 2000, L'Europe a-t-elle besoin des intellectuels turcs ? (Armand Colin, 2010) à travers l'étude de plusieurs pétitions emblématiques de l'évolution de la société turque, notamment celle du 15 décembre 2008 de demande de pardon aux Arméniens pour la "grande catastrophe" de 1915. La traduction de ce livre devait être publiée en Turquie par l'éditeur Ragıp Zarakolu, mais celui-ci a été arrêté comme "terroriste" le 29 octobre et ses manuscrits saisis. Vincent Duclert a co-fondé avec Hamit Bozarslan, Cengiz Cagla, Yves Deloye, Diana Gonzalez et Ferhat Taylan le Groupe international de travail (GIT) "Liberté de recherche et d'enseignement en Turquie" (www.gitfrance.fr et www.gitinitiative.com)

>>> Lire le [premier](#) et le [deuxième](#) volet de l'entretien

Comment la recherche sur le génocide arménien avance-t-elle, malgré tout, en Turquie ?

Il y a une élite intellectuelle de très grande qualité, qui a compris qu'il y avait un devoir à la fois scientifique et civique de se saisir du refoulé, d'envisager les questions interdites : le génocide arménien, la nature de l'Etat kémaliste, présenté en Turquie comme le modèle indépassable alors qu'il s'apparente aussi à des formes de dictature, la guerre contre les Kurdes, la situation de l'"Etat profond", le pouvoir militaire, les réseaux religieux...

Ils veulent ouvrir ces dossiers, et sont prêts à prendre des risques considérables : Taner Akçam a été emprisonné, avant de devoir s'exiler ; Hrant Dink, qui lui aussi a mené un travail très important avec sa revue bilingue arméno-turque, a été assassiné en 2007 dans un contexte de chasse à l'homme. Hrant Dink a été visé parce que ses travaux tendaient à rappeler combien la société turque est en réalité mélangée, complexe, et que c'est la prise en compte de ce tissage – souvent tragique – qui permettrait de faire la paix avec le passé et de préparer l'avenir. Et puis il n'y a pas que les problèmes ethniques et religieux, il y a la place du genre, des femmes, des homosexuels...

Pour le gouvernement turc, le fait que des universitaires se décident à étudier ces pans du passé constitue une menace pour l'intégrité de la nation, pour la mémoire de Mustafa Kemal. Ils ne peuvent plus incriminer un complot de l'étranger, même s'ils essaient par tous les moyens de discréditer ces recherches et d'imposer le silence aux chercheurs, y compris en recourant à l'emprisonnement et aux procès arbitraires. Il est certain que le vote de la loi va rendre encore plus difficile leur travail en les faisant passer, encore davantage, pour des ennemis intérieurs.

Comment les intellectuels turcs peuvent-ils se tirer du piège dans lequel la loi votée par l'Assemblée française le 22 décembre les place : soutenir la loi, au risque de passer pour ennemis de la nation, ou la rejeter, au risque de devoir s'allier à ceux qui nient le génocide ?

Lorsqu'il y avait eu la première tentative française de pénalisation de la négation du génocide, en 2006, Hrant Dink et d'autres intellectuels démocrates avaient protesté contre une loi qui menacerait leurs recherches. En 2011, certains, notamment les membres de l'association des droits de l'homme turque, ont souligné que le plus important est de combattre le négationnisme.

Ils soulignent la vacuité des arguments officiels, notamment lorsque le pouvoir affirme que cette loi française est contraire à la liberté d'expression : en Turquie, la liberté d'expression sur ces sujets-là n'existe pas.

Tout de même, il est possible aujourd'hui, en Turquie, d'affirmer qu'il y a eu un génocide...

Le nouveau pouvoir dit "islamiste modéré" a créé l'illusion, à partir de 2002, qu'il était porteur d'une vraie démocratisation. Il y a eu des évolutions, indéniables, sur le plan de la liberté d'expression, surtout sur les sujets mettant en cause le régime kémaliste. Mais lorsqu'ils s'intéressent aux liens entre le gouvernement et les religieux, les journalistes sont aussitôt emprisonnés.

Cette relative démocratisation a permis des avancées comme l'édition et la traduction d'ouvrages, ou l'organisation de colloques sur les événements génocidaires de la Première Guerre mondiale, ou sur les massacres d'Adana de 1909. Mais depuis la fin 2009, il y a eu un raidissement considérable. Les intellectuels et historiens qui travaillent sur le passé vivent sous la menace permanente d'arrestations et de procès. C'est dans ce contexte, et pour soutenir ces chercheurs, que nous avons créé, à Paris, un groupe international de travail (GIT) "Liberté de recherche et d'enseignement en Turquie". Plusieurs branches sont déjà créées ou en cours de fondation, en France, aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne, et en Turquie même, bien sûr. Il s'agit de déployer la recherche sur la recherche, et de mettre sous surveillance les pouvoirs qui terrorisent les chercheurs.

Comment les intellectuels turcs ressentent-ils que ce soit la France qui se penche, par la loi, sur leur passé ?

La vérité historique ne nécessite pas une loi pour se fonder. C'est même un risque d'affaiblissement. Mais il faut considérer l'importance de l'offensive négationniste. Ce que veulent les autorités turques, ce sont des commissions constituées uniquement d'historiens turs et arméniens. Or l'Arménie a tant besoin de la Turquie que cela ne peut être qu'un marché de dupes. Il faudrait des commissions plus larges : cette question dépasse du reste le cadre historiographique des deux pays.

Reste que même une loi pleine de bons sentiments amène un encadrement de la recherche, donc son affaiblissement, alors même que les travaux sur le génocide arménien demeurent insuffisants. La demande légitime des Arméniens de lire et de retrouver leur histoire est paradoxalement menacée. L'histoire du génocide arménien reste sous-dimensionnée. Il n'y a pas de chaire sur ces questions, d'étude d'histoire comparée sur les génocides, les publications sont peu nombreuses, les maisons d'édition fragiles. Des ouvrages majeurs sur les génocides – incluant le premier des génocides comme *A Problem from Hell. America and the Age of Genocide* de la politiste d'Harvard Samantha Power (2002) – ne sont toujours pas accessibles en langue française...

Même si cette loi peut se comprendre, elle aura des effets dangereux sur la recherche en Turquie et en France. D'autant que le jusqu'au-boutisme des associations, déjà puissant à l'époque des affaires Bernard Lewis et Gilles Veinstein, risque d'amener les chercheurs à se désengager de ce terrain. Il y a un vrai risque pour la recherche indépendante. La loi vise à défendre la vérité historique, mais elle en sape les bases théoriques et morales.

Mais si on ne peut pas faire de lois, comment lutter contre le négationnisme ?

La vraie solution, c'est de développer la recherche. Si un pouvoir politique veut lutter contre le négationnisme, il peut créer des chaires, ouvrir des laboratoires, soutenir des publications... Il peut aussi défendre le travail des chercheurs sur le terrain. Il est ainsi regrettable que la France n'ait pas voulu soulever la question des intellectuels persécutés en Turquie. Quand le ministre des affaires étrangères, Alain Juppé, est allé à Ankara, en novembre dernier, il ne s'est pas inquiété du sort des chercheurs emprisonnés... La mise au clair du passé, en Turquie, ne se fera que par l'évolution de la société. Cette évolution est en cours mais elle risque d'être bloquée par cette loi. Et les historiens indépendants en payeront à nouveau le prix fort.

Propos recueillis par Jérôme Gautheret 

EDUQUER

Eduquer au XXIe siècle

LEMONDE.FR | 05.03.11 | 13h39 • Mis à jour le 07.03.11 | 08h50

Avant d'enseigner quoi que ce soit à qui que ce soit, au moins faut-il le connaître. Qui se présente, aujourd'hui, à l'école, au collège, au lycée, à l'université ?

Ce nouvel écolier, cette jeune étudiante n'a jamais vu veau, vache, cochon ni couvée. En 1900, la majorité des humains, sur la planète, travaillaient au labour et à la pâture ; en 2011, la France, comme les pays analogues, ne compte plus qu'un pour cent de paysans. Sans doute faut-il voir là une des plus fortes ruptures de l'histoire, depuis le néolithique. Jadis référée aux pratiques géorgiques, la culture, soudain, changea. Celle ou celui que je vous présente ne vit plus en compagnie des vivants, n'habite plus la même Terre, n'a plus le même rapport au monde. Elle ou il n'admire qu'une nature arcadienne, celle du loisir ou du tourisme.

- Il habite la ville. Ses prédécesseurs immédiats, pour plus de la moitié, hantaient les champs. Mais, devenu sensible à l'environnement, il polluera moins, prudent et respectueux, que nous autres, adultes inconscients et narcisses. Il n'a plus la même vie physique, ni le même monde en nombre, la démographie ayant soudain bondi vers sept milliards d'humains ; il habite un monde plein.

- Son espérance de vie va vers quatre-vingts ans. Le jour de leur mariage, ses arrière-grands-parents s'étaient juré fidélité pour une décennie à peine. Qu'il et elle envisagent de vivre ensemble, vont-ils jurer de même pour soixante-cinq ans ? Leurs parents héritèrent vers la trentaine, ils attendront la vieillesse pour recevoir ce legs. Ils ne connaissent plus les mêmes âges, ni le même mariage ni la même transmission de biens. Partant pour la guerre, fleur au fusil, leurs parents offraient à la patrie une espérance de vie brève ; y courront-ils, de même, avec, devant eux, la promesse de six décennies ?

- Depuis soixante ans, intervalle unique dans notre histoire, il et elle n'ont jamais connu de guerre, ni bientôt leurs dirigeants ni leurs enseignants. Bénéficiant d'une médecine enfin efficace et, en pharmacie, d'antalgiques et d'anesthésiques, ils ont moins souffert, statistiquement parlant, que leurs prédécesseurs.

Ont-ils eu faim ? Or, religieuse ou laïque, toute morale se résumait en des exercices destinés à supporter une douleur inévitable et quotidienne : maladies, famine, cruauté du monde. Ils n'ont plus le même corps ni la même conduite ; aucun adulte ne sut leur inspirer une morale adaptée.

- Alors que leurs parents furent conçus à l'aveuglette, leur naissance est programmée. Comme, pour le premier enfant, l'âge moyen de la mère a progressé de dix à quinze ans, les parents d'élèves ont changé de génération. Pour plus de la moitié, ces parents ont divorcé. Ils n'ont plus la même généalogie.

- Alors que leurs prédécesseurs se réunissaient dans des classes ou des amphithéâtres homogènes culturellement, ils étudient au sein d'un collectif où se côtoient désormais plusieurs religions, langues, provenances et mœurs. Pour eux et leurs enseignants, le multiculturalisme est de règle. Pendant combien de temps pourront-ils encore chanter l'ignoble "sang impur" de quelque étranger ? Ils n'ont plus le même monde mondial, ils n'ont plus le même monde humain. Mais autour d'eux, les filles et les fils d'immigrés, venus de pays moins riches, ont vécu des expériences vitales inverses.

Bilan temporaire. Quelle littérature, quelle histoire comprendront-ils, heureux, sans avoir vécu la rusticité, les bêtes domestiques, la moisson d'été, dix conflits, cimetières, blessés, affamés, patrie, drapeau sanglant, monuments aux morts, sans avoir expérimenté dans la souffrance, l'urgence vitale d'une morale ?

VOILÀ POUR LE CORPS ; VOICI POUR LA CONNAISSANCE

- Leurs ancêtres fondaient leur culture sur un horizon temporel de quelques milliers d'années, ornées par l'Antiquité gréco-latine, la Bible juive, quelques tablettes cunéiformes, une préhistoire courte. Milliardaire désormais, leur horizon temporel remonte à la barrière de Planck, passe par l'accrétion de la planète, l'évolution des espèces, une paléo-anthropologie millionnaire. N'habitent plus le même temps, ils vivent une toute autre histoire.

- Ils sont formatés par les médias, diffusés par des adultes qui ont méticuleusement détruit leur faculté d'attention en réduisant la durée des images à sept secondes et le temps des réponses aux questions à quinze secondes, chiffres officiels ; dont le mot le plus répété est "mort" et l'image la plus représentée celle de cadavres. Dès l'âge de douze ans, ces adultes-là les forcèrent à voir plus de vingt mille meurtres.

- Ils sont formatés par la publicité ; comment peut-on leur apprendre que le mot relais, en français s'écrit "-ais", alors qu'il est affiché dans toutes les gares "- ay" ? Comment peut-on leur apprendre le système métrique, quand, le plus bêtement du monde, la SNCF leur fourgue des "s'miles" ?

Nous, adultes, avons doublé notre société du spectacle d'une société pédagogique dont la concurrence écrasante, vaniteusement inculte, éclipse l'école et l'université. Pour le temps d'écoute et de vision, la séduction et l'importance, les médias se sont saisis depuis longtemps de la fonction d'enseignement.

Critiqués, méprisés, vilipendés, puisque pauvres et discrets, même s'ils détiennent le record mondial des prix Nobel récents et des médailles Fields par rapport au nombre de la population, nos enseignants sont devenus les moins entendus de ces instituteurs dominants, riches et bruyants.

Ces enfants habitent donc le virtuel. Les sciences cognitives montrent que l'usage de la toile, lecture ou écriture au pouce des messages, consultation de Wikipedia ou de Facebook, n'excitent pas les mêmes neurones ni les mêmes zones corticales que l'usage du livre, de l'ardoise ou du cahier. Ils peuvent manipuler plusieurs informations à la fois.

Ils ne connaissent ni n'intègrent ni ne synthétisent comme nous, leurs ascendants. Ils n'ont plus la même tête.

- Par téléphone cellulaire, ils accèdent à toutes personnes ; par GPS, en tous lieux ; par la toile, à tout le savoir ; ils hantent donc un espace topologique de voisinages, alors que nous habitons un espace métrique, référé par des distances. Ils n'habitent plus le même espace.

Sans que nous nous en apercevions, un nouvel humain est né, pendant un intervalle bref, celui qui nous sépare des années soixante-dix. Il ou elle n'a plus le même corps, la même espérance de vie, ne communique plus de la même façon, ne perçoit plus le même monde, ne vit plus dans la même nature,

n'habite plus le même espace. Né sous péridurale et de naissance programmée, ne redoute plus, sous soins palliatifs, la même mort. N'ayant plus la même tête que celle de ses parents, il ou elle *connaît autrement*.

- Il ou elle écrit autrement. Pour l'observer, avec admiration, envoyer, plus rapidement que je ne saurai jamais le faire de mes doigts gourds, envoyer, dis-je, des SMS avec les deux pouces, je les ai baptisés, avec la plus grande tendresse que puisse exprimer un grand-père, Petite Poucette et Petit Poucet. Voilà leur nom, plus joli que le vieux mot, pseudo-savant, de *dactylo*.

- Ils ne parlent plus la même langue. Depuis Richelieu, l'Académie française publie, à peu près tous les vingt ans, pour référence, le dictionnaire de la nôtre. Aux siècles précédents, la différence entre deux publications s'établissait autour de quatre à cinq mille mots, chiffres à peu près constants ; entre la précédente et la prochaine, elle sera d'environ trente mille. A ce rythme, on peut deviner qu'assez vite, nos successeurs pourraient se trouver, demain, aussi séparés de notre langue que nous le sommes, aujourd'hui, de l'ancien français pratiqué par Chrétien de Troyes ou Joinville. Ce gradient donne une indication quasi photographique des changements que je décris. Cette immense différence, qui touche toutes les langues, tient, en partie, à la rupture entre les métiers des années récentes et ceux d'aujourd'hui. Petite Poucette et son ami ne s'évertueront plus aux mêmes travaux. La langue a changé, le labour a muté.

L'INDIVIDU

Mieux encore, les voilà devenus tous deux des individus. Inventé par saint Paul, au début de notre ère, l'individu vient de naître ces jours-ci. De jadis jusqu'à naguère, nous vivions d'appartenances : français, catholiques, juifs, protestants, athées, gascons ou picards, femmes ou mâles, indigents ou fortunés... nous appartenions à des régions, des religions, des cultures, rurales ou urbaines, des équipes, des communes, un sexe, un patois, la Patrie. Par voyages, images, Toile et guerres abominables, ces collectifs ont à peu près tous explosé.

Ceux qui restent s'effilochent. L'individu ne sait plus vivre en couple, il divorce ; ne sait plus se tenir en classe, il bouge et bavarde ; ne prie plus en paroisse ; l'été dernier, nos footballeurs n'ont pas su faire équipe ; nos politiques savent-ils encore construire un parti plausible ou un gouvernement stable ? On dit partout mortes les idéologies ; ce sont les appartenances qu'elles recrutaient qui s'évanouissent.

Cet nouveau-né individu, voilà plutôt une bonne nouvelle. A balancer les inconvénients de ce que l'on appelle égoïsme par rapport aux crimes commis par et pour la libido d'appartenance – des centaines de millions de morts –, j'aime d'amour ces jeunes gens.

Cela dit, reste à inventer de nouveaux liens. En témoigne le recrutement de Facebook, quasi équipotent à la population du monde. Comme un atome sans valence, Petite Poucette est toute nue. Nous, adultes, n'avons inventé aucun lien social nouveau. L'entreprise généralisée du soupçon et de la critique contribua plutôt à les détruire.

Rarissimes dans l'histoire, ces transformations, que j'appelle hominescentes, créent, au milieu de notre temps et de nos groupes, une crevasse si large et si évidente que peu de regards l'ont mesurée à sa taille, comparable à celles visibles au néolithique, à l'aurore de la science grecque, au début de l'ère chrétienne, à la fin du Moyen Age et à la Renaissance.

Sur la lèvre aval de cette faille, voici des jeunes gens auxquels nous prétendons dispenser de l'enseignement, au sein de cadres datant d'un âge qu'ils ne reconnaissent plus : bâtiments, cours de récréation, salles de classes, amphithéâtres, campus, bibliothèques, laboratoires, savoirs même... cadres datant, dis-je, d'un âge et adaptés à une ère où les hommes et le monde étaient ce qu'ils ne sont plus.

Trois questions, par exemple : que transmettre ? A qui le transmettre ? Comment le transmettre ?

QUE TRANSMETTRE ? LE SAVOIR !

Jadis et naguère, le savoir avait pour support le corps du savant, aède ou griot. Une bibliothèque vivante... voilà le corps enseignant du pédagogue. Peu à peu, le savoir s'objectiva : d'abord dans des rouleaux, sur des velins ou parchemins, support d'écriture ; puis, dès la Renaissance, dans les livres de papier, supports d'imprimerie ; enfin, aujourd'hui, sur la toile, support de messages et d'information. L'évolution historique du couple support-message est *une bonne variable de la fonction d'enseignement*. Du coup, la pédagogie

changea au moins trois fois : avec l'écriture, les Grecs inventèrent la *Paideia* ; à la suite de l'imprimerie, les traités de pédagogie pullulèrent. Aujourd'hui ?

Je répète. *Que transmettre ? Le savoir ? Le voilà, partout sur la Toile, disponible, objectivé. Le transmettre à tous ? Désormais, tout le savoir est accessible à tous. Comment le transmettre ? Voilà, c'est fait. Avec l'accès aux personnes, par le téléphone cellulaire, avec l'accès en tous lieux, par le GPS, l'accès au savoir est désormais ouvert. D'une certaine manière, il est toujours et partout déjà transmis.*

Objectivé, certes, mais, de plus, distribué. Non concentré. Nous vivons dans un espace métrique, dis-je, référé à des centres, à des concentrations. Une école, une classe, un campus, un amphi, voilà des concentrations de personnes, étudiants et professeurs, de livres en bibliothèques, d'instruments dans les laboratoires... ce savoir, ces références, ces textes, ces dictionnaires... les voilà distribués partout et, en particulier, chez vous – même les observatoires ! mieux, en tous les lieux où vous vous déplacez ; de là étant, vous pouvez toucher vos collègues, vos élèves, où qu'ils passent ; ils vous répondent aisément. L'ancien espace des concentrations – celui-là même où je parle et où vous m'écoutez, que faisons-nous ici ? – se dilue, se répand ; nous vivons, je viens de le dire, dans un espace de voisinages immédiats, mais, de plus, distributif. Je pourrais vous parler de chez moi ou d'ailleurs, et vous m'entendriez ailleurs ou chez vous, que faisons-nous donc ici ?

Ne dites surtout pas que l'élève manque des fonctions cognitives qui permettent d'assimiler le savoir ainsi distribué, puisque, justement, ces fonctions se transforment avec le support et par lui. Par l'écriture et l'imprimerie, la mémoire, par exemple, muta au point que Montaigne voulut une tête bien faite plutôt qu'une tête bien pleine. Cette tête vient de muter encore une fois. De même donc que la pédagogie fut inventée (*paideia*) par les Grecs, au moment de l'invention et de la propagation de l'écriture ; de même qu'elle se transforma quand émergea l'imprimerie, à la Renaissance ; de même, la pédagogie change totalement avec les nouvelles technologies. Et, je le répète, elles ne sont qu'une variable quelconque parmi la dizaine ou la vingtaine que j'ai citée ou pourrais énumérer.

Ce changement si décisif de l'enseignement – changement répercuté sur l'espace entier de la société mondiale et l'ensemble de ses institutions désuètes, changement qui ne touche pas, et de loin, l'enseignement seulement, mais aussi le travail, les entreprises, la santé, le droit et la politique, bref, l'ensemble de nos institutions – nous sentons en avoir un besoin urgent, mais nous en sommes encore loin.

Probablement, parce que ceux qui traînent, dans la transition entre les derniers états, n'ont pas encore pris leur retraite, alors qu'ils diligentent les réformes, selon des modèles depuis longtemps effacés. Enseignant pendant un demi-siècle sous à peu près toutes les latitudes du monde, où cette crevasse s'ouvre aussi largement que dans mon propre pays, j'ai subi, j'ai souffert ces réformes-là comme des emplâtres sur des jambes de bois, des rapetassages ; or les emplâtres endommagent le tibia, même artificiel : les rapetassages déchirent encore plus le tissu qu'ils cherchent à consolider.

Oui, depuis quelques décennies je vois que nous vivons une période comparable à l'aurore de la *Paideia*, après que les Grecs apprirent à écrire et démontrer ; semblable à la Renaissance qui vit naître l'impression et le règne du livre apparaître ; période incomparable pourtant, puisqu'en même temps que ces techniques mutent, le corps se métamorphose, changent la naissance et la mort, la souffrance et la guérison, les métiers, l'espace, l'habitat, l'être-au-monde.

ENVOI

Face à ces mutations, sans doute convient-il d'inventer d'inimaginables nouveautés, hors les cadres désuets qui formatent encore nos conduites, nos médias, nos projets adaptés à la société du spectacle. Je vois nos institutions luire d'un éclat semblable à celui des constellations dont les astronomes nous apprirent qu'elles étaient mortes depuis longtemps déjà.

Pourquoi ces nouveautés ne sont-elles point advenues ? Je crains d'en accuser les philosophes, dont je suis, gens qui ont pour métier d'anticiper le savoir et les pratiques à venir, et qui ont, ce me semble, failli à leur tâche. Engagés dans la politique au jour le jour, ils n'entendirent pas venir le contemporain. Si j'avais eu à croquer le portrait des adultes, dont je suis, ce profil eût été moins flatteur.

Je voudrais avoir dix-huit ans, l'âge de Petite Poucette et de Petit Poucet, puisque tout est à refaire, puisque tout reste à inventer. Je souhaite que la vie me laisse assez de temps pour y travailler encore, en compagnie de ces Petits, auxquels j'ai voué ma vie, parce que je les ai toujours respectueusement aimés.

////

SOCIETE

Les jeunes sont mal partis

Le Monde | 03.01.11 | 14h18 • Mis à jour le 04.01.11 | 11h57

Dans les sociétés vieillissantes, la surdité aux problèmes sociaux des générations à venir peut devenir un vrai souci. Mais c'est là un symptôme plus que la cause profonde du mal, qui n'a rien de nouveau. Ce qui est inédit, en revanche, relève de la profondeur du déni d'un phénomène qui s'amplifie. Mon expérience, douze ans après la première édition de *Destin des générations*, me permet d'en établir le constat : depuis 1998, nous n'avons rien fait, alors que nous savions. Chaque fois, les périodes de rémission ont donné l'illusion du rétablissement, mais, en réalité, la situation s'est dégradée.

Quels sont les symptômes de ce mal-être collectif ? Les plus visibles relèvent des difficultés de la jeunesse. Nous le savons, trente-cinq ans après l'extension du chômage de masse, la jeunesse a servi de variable d'ajustement. Chômage record, baisse des salaires et des niveaux de vie, précarisation, développement de poches de travail quasi gratuit (stages, piges, free-lance, exonération de charges, etc.), nouvelle pauvreté de la jeunesse, état de santé problématique et faible recours aux soins, absence d'horizon lisible.

En une décennie, nous n'avons pas progressé - c'est une litote. Nous observons un triple déclassement. Scolaire d'abord, la jeunesse étant maintenant de classe moyenne du point de vue des diplômes, mais en de   de la classe ouvrière du point de vue des revenus. Au-delà de la valeur des diplômes, le déclassement est aussi intergénérationnel, avec une multiplication attendue des trajectoires sociales descendantes par rapport aux parents.

Il est aussi systémique, puisque, avec la chute des nouvelles générations, ce sont leurs droits sociaux futurs qui sont remis en cause : leur développement humain aujourd'hui, leur capacité à élever leurs enfants demain, et leurs retraites après-demain. Il s'agit donc de la régression du système social dans son entier, et pas simplement celui d'individus. Par-dessus tout, une frustration générale envahit les esprits devant l'accumulation des promesses non tenues : celle du retour au plein-emploi grâce au départ à la retraite des premiers-nés du baby-boom (rapport Teulade de 1999), de meilleurs emplois par la croissance scolaire, dans un contexte où le travail seul ne permet plus de se loger. Il s'ensuit une colère, voire une haine, qui se détecte clairement dans la jeunesse de 2010 et que le mouvement sur les retraites a paradoxalement canalisée.

Il reste que la symptomatologie n'est pas un diagnostic. Celui-ci relève du refus collectif de regarder lucidement notre long terme, et du caractère profondément conservateur, rentier, de la société française dans son entier. Le comportement patrimonial des possédants français accumulant de l'assurance-vie et des logements vides, tout comme leurs grands-parents serraient leurs lingots, relève de la même frilosité.

A droite comme à gauche, l'enjeu est de servir les droits acquis plutôt que de développer ceux de demain. Depuis plus de dix ans, la première information sur les sites Internet des grandes centrales syndicales relève de la retraite, et celui des banques vante les placements à bons taux et sans risques auprès de leurs clients. Notre  conomie est un capitalisme d'héritiers de énième génération où les nouvelles fortunes peinent à faire leur place, et notre Etat-providence nourrit les jeunes pauvres au travers des retraites de leurs ascendants.

La réforme des retraites aurait pu être un moment propice à l'analyse des années 2030, mais la confrontation, nécessaire, ne fut que celle des postures convenues de notre régime : la droite gouvernementale protège les retraités d'aujourd'hui, son cœur électoral, et sacrifie ceux de demain ; les syndicats et la gauche exigent quant à eux de reporter la charge sur les jeunes actifs, ces grands absents des débats politiques.

Dans son texte sur "la révolution de l'âge" (*Le Monde* du 14 avril 2010), Martine Aubry ne mentionne les jeunes qu'au détour de deux phrases : pour être soutenus par les anciens, et pour avoir confiance en le

système. Jusqu'où ? Faut-il s'étonner dès lors que notre Assemblée nationale, la plus vieille au monde, fondée sur la quasi-absence des moins de 50 ans, professionnalisée autour de députés mâles sexagénaires réélus depuis plus de vingt ans, cumulant souvent un mandat et de généreuses retraites, réforme les pensions en conservant ses propres droits acquis et fait porter l'ajustement sur les députés de demain, absents des débats.

Il s'agit de comprendre que ce jeu est "idéal-typique" de notre pays, où les derniers retraités aisés du début du baby-boom décident de l'appauvrissement des générations nées trop tard, victimes muettes d'enjeux où leur absence est sciemment organisée. C'est là une racine de notre mal : le diagnostic de 2010 montre que les "nouvelles générations" nées après 1955, celles entrées dans le monde du travail après 1975 dans le contexte du plein chômage, ont été affectées de façon durable, voire définitive. Derrière ces premières cohortes de vétérans de la guerre économique, les suivantes ont accumulé des handicaps croissants qui forment des cicatrices durables sur le corps social.

Alors que faire ? Pour partie, le traitement est bien connu. L'enseignement est un enjeu vital. L'état de pauvreté de l'université "low cost" à la française effraie les collègues étrangers : nous signons là le choix du déclassé scientifique de notre pays. Mais cela ne suffira pas : à quoi bon former parfaitement des jeunes qui ne trouveront pas d'emploi ?

L'invention du travail quasi gratuit (les stages), massivement subventionné par les parents aisés, n'a pas suffi, et, après trente années d'incurie, il faut aussi réintégrer les anciens jeunes de 1985 qui avaient raté leur entrée dans la vie. Cette politique de retour au plein-emploi est la première priorité de la politique de génération dont nous avons besoin. Il faudra passer par le double tranchant de la fluidification du droit du travail et de l'obligation d'embauche faite aux employeurs. La crise du logement exige aussi un plan de long terme de constructions collectives et de qualité pour densifier le tissu urbain des espaces moyens entre centre et périphérie.

Rien ne se fera sans investissements massifs. Notre défi de la décennie 2010 est que nous abordons mal cette période, en concentrant les trois grands handicaps caractéristiques des blocages des périodes prérévolutionnaires, selon le sociologue Randall Collins : dette massive de consommation empêchant l'élaboration de politiques publiques ambitieuses d'investissement ; frustrations liées à l'accumulation de promesses intenable ; gouvernance du pays déstabilisée par des majorités de plus en plus difficiles à réunir, dans un contexte où plus aucune autorité n'est acceptée.

Ces investissements massifs nécessitent d'en dégager des moyens. On ne peut honorer sans retour les promesses d'une retraite précoce, longue et aisée comme celle des jeunes seniors des classes moyennes d'aujourd'hui, et ces besoins d'investissements d'avenir. Le projet d'abandon de l'impôt sur la fortune (ISF) et son remplacement par une taxation des revenus du patrimoine va dans le mauvais sens, dans une société française où le patrimoine immobilier dormant a vu tripler sa valeur en vingt ans.

Une meilleure taxation des résidences secondaires dans le tissu urbain est de nature à rapporter des ressources considérables tout en fluidifiant de nouveau le marché de l'immobilier : combien de seniors ont leur épargne dans des logements vides à l'année, dans des zones à forte densité, alors que les jeunes familles s'entassent dans quelques pièces ? En réalité, le seul ajustement substantiel susceptible de changer le rapport à la rente consisterait à introduire, dans la déclaration du revenu imposable, la valeur locative, qui est bien un revenu implicite, de l'ensemble des biens immobiliers détenus par les ménages (hors remboursements en cours), en particulier celle de la résidence principale. Cela suppose une réévaluation rapide des valeurs locatives cadastrales, dont on sait les dérives séculaires.

Les seniors de 2010, qui sont propriétaires sans remboursement d'emprunt dans plus de 70 % des cas, ont été les grands bénéficiaires - par les plus-values longues, et donc non imposables - de la crise du logement payée au prix fort par les jeunes actifs. Les seniors urbains des classes moyennes supérieures n'ont jamais vécu aussi à l'aise dans des logements sous-occupés, le couple type de 60 ans vivant à deux dans un cinq-pièces, alors que les jeunes familles sont tenues de s'entasser dans de petites surfaces. La fluidification du marché immobilier qui en résultera permettra ainsi d'ajuster les ressources aux besoins.

Cette mesure est capable de desserrer l'étau du logement et d'activer là une véritable politique de solidarité entre les générations. Mais il faut se rappeler que les périodes de conscience où la société française redécouvre sa jeunesse sont systématiquement suivies de phases d'amnésie où elle oublie jusqu'à l'existence de ses propres enfants. Le patient préfère alors se droguer au déficit, et, dans ces phases,

l'investissement dans la jeunesse est un vœu pieux. Parions donc qu'aucun candidat n'aura le courage de s'atteler à une telle politique de générations.

Louis Chauvel, sociologue, professeur à Sciences Po (Le grand débat)

Article paru dans l'édition du 04.01.11